

FRANÇOISE JARRIGE

## POLITIQUES INCITATIVES ET ADOPTION DE LA CACAOCULTURE EN MALAISIE

Si l'agriculture de plantation <sup>(1)</sup> en Afrique est relativement bien connue grâce à de nombreuses recherches (voir notamment sur l'Afrique francophone, les travaux de Ruf, 1988, Colin, 1990, Leplaideur, 1985) il n'en est pas de même concernant l'Asie. En effet, l'agriculture asiatique a surtout été étudiée au sujet de la « Révolution Verte », en particulier associée à la riziculture irriguée (voir notamment Etienne, 1987, Wong, 1987, De Koninck, 1990). Or un pays comme la Malaisie est le premier producteur mondial de caoutchouc naturel et d'huile de palme, ainsi que le quatrième producteur mondial de cacao. Comment ces résultats considérables au niveau des marchés internationaux de produits agricoles se traduisent-ils localement en termes de dynamique des populations et de mobilisation et gestion des ressources ?

(1) Nous retenons la définition suivante de « l'agriculture de plantation » : « agriculture des régions tropicales humides caractérisée par la présence d'une ou plusieurs cultures pérennes, dont les produits sont principalement destinés au marché international, leur vente constituant la source majeure de revenus monétaires des activités agricoles au sein des unités de production ». L'origine coloniale et la présence de salariat – souvent considérées comme caractéristiques de l'agriculture de plantation – sont délibérément absentes de cette définition car ne correspondant pas forcément aux situations couvertes.

L'étude du boom cacaoyer qui a eu lieu en Malaisie lors de la dernière décennie constitue une porte d'entrée intéressante sur ce sujet dans la mesure où il touche l'ensemble des structures en place et révèle de nouvelles dynamiques de l'agriculture de plantation de ce pays. En effet, malgré son introduction relativement récente, l'adoption massive et rapide de la cacaoculture ne peut s'analyser que par la prise en considération des différentes situations de production préexistantes, issues de l'histoire de l'agriculture de plantation locale. Mais ce n'est pas tout : de nouvelles conditions sont aussi associées au boom cacaoyer en Malaisie, qui entraînent l'émergence de nouvelles stratégies, voire de nouvelles structures de production. Il importe en particulier de prendre en considération l'influence du marché qui joue un rôle déterminant dans le cas de cette culture purement commerciale d'exportation. Par ailleurs, l'identification et l'évaluation des interventions étatiques en relation avec les dynamiques d'acteurs, tant dans le développement historique de l'agriculture de plantation que dans le cas particulier du boom cacaoyer, constituent un thème central.

Cet article présente dans la première partie une récapitulation des conditions historiques d'extension des cultures pérennes d'exportation en Malaisie. Comment se sont constituées les unités de production de caoutchouc naturel, de coprah et d'huile de palme ? Il s'agit de comprendre les principaux processus socio-économiques et politiques associés à l'émergence et à la différenciation des structures de l'agriculture de plantation. Dans la deuxième partie, un aperçu des données sociales et économiques contemporaines ainsi que des grandes lignes de la politique nationale permet de recadrer plus particulièrement les orientations et les enjeux de la politique agricole du pays. Ces éléments définissent le cadre de l'agriculture de plantation malaisienne au moment de l'occurrence du boom cacaoyer. Dans la troisième partie l'étude des conditions et processus d'adoption de la cacaoculture en Malaisie fournit le support d'une analyse et d'une réflexion sur les initiatives et les choix de production des acteurs en présence (les différents types de "planteurs" malaisiens) en fonction de leurs stratégies, en relation avec le contexte économique - notamment les données du marché - et l'influence éventuelle des politiques.

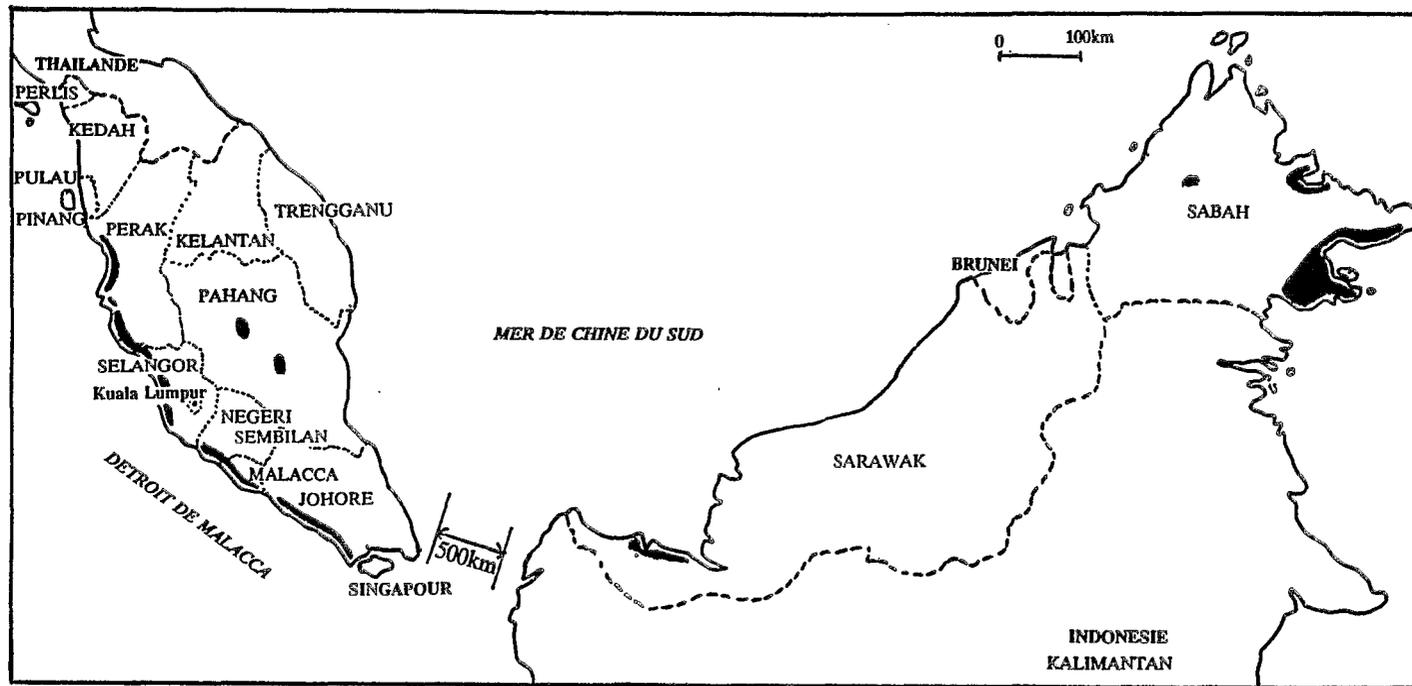
## Conditions de développement de l'agriculture de plantation

### Aperçu sur le milieu, le peuplement et l'histoire

La Fédération de Malaisie (330 000 km<sup>2</sup>) – constituée à l'ouest d'une partie continentale au Sud de la Thaïlande et à l'Est du Sabah et du Sarawak, au Nord de Bornéo (Fig. 1) – présente un climat équatorial globalement propice aux cultures pérennes commerciales (hévéas, palmiers à huile, cocotiers, cacaoyers) ainsi qu'à la riziculture. La forêt – qui couvre encore 61 % de la superficie – représente l'une des principales richesses du pays, qui comportent par ailleurs des ressources minérales (étain, gaz naturel, pétrole).

La peuplement originel est constitué de groupes aborigènes forestiers, dont la proportion numérique dans la population est désormais mineure en Malaisie Occidentale mais demeure importante au Sarawak et au Sabah. Dès avant l'ère chrétienne s'est instauré un mouvement de peuplement malais en provenance des îles de la Sonde. Cette immigration s'est poursuivie au cours de l'histoire et les Malais ont rapidement accédé à la domination démographique et politique de la région. Ils présentent traditionnellement un système d'exploitation du milieu naturel plus poussé – allié à une plus forte pression démographique – que les pratiques de prélèvements forestiers des aborigènes, avec notamment de la riziculture irriguée de bas-fonds, un système de restitution de la fertilité par l'élevage et des cultures pluviales itinérantes.

Du fait de sa position entre l'Inde et la Chine, la région connaît de précoces influences extérieures à travers le commerce au long cours, en particulier de la part de marchands indiens puis arabes à partir du XIV<sup>e</sup> siècle. L'Islam se répand alors dans le monde malais. Différents sultanats s'édifient, notamment Malacca (fondée vers 1400 par des Malais) et Johore. L'influence européenne s'amorce à partir de la prise de Malacca par les Portugais en 1511, puis par les Hollandais en 1641. Le régicide du sultan de Johore en 1699 annonce le véritable déclin des royaumes malais affaiblis par des luttes d'influence avec le Siam (Andaya & Watson-Andaya, 1982). L'expansion coloniale



**Figure 1 :** La fédération de Malaisie.  
*Limites administratives des Etats et localisation des principales zones de production de cacao.*

européenne opère ensuite une partition du monde malais qui se retrouve divisé sous les différentes tutelles britannique, hollandaise et portugaise. La domination britannique sur l'actuelle Malaisie se structure progressivement par l'établissement de comptoirs commerciaux à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Penang en 1786, Malacca conquise aux Hollandais en 1811 et Singapour en 1819). Des problèmes internes entre Malais amènent la puissance coloniale à renforcer son emprise dans l'intérieur, notamment pour le bon développement de ses intérêts dans l'extraction d'étain et l'agriculture de plantation (Etats Malais Fédérés en 1895). Parallèlement à la constitution progressive de la colonie de Malaya, les Britanniques investissent le Nord-Bornéo au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Andaya et Watson-Andaya (*op. cit.*) retiennent quelques éléments de l'histoire de la Malaisie, qui trouvent un écho particulièrement significatif pour la compréhension de la période contemporaine. Les Malais ont montré tout au long de leur histoire une certaine perméabilité aux – nombreuses – influences extérieures, tout en faisant preuve d'une grande capacité de réappropriation de ces nouveaux apports. Parallèlement, la question de la définition de l'identité malaise (*melayu*), remontant à la fondation de Malacca, a toujours été très sensible et soumise à variations en fonction des enjeux du moment. Enfin, une constante des données politiques du monde malais réside dans les difficultés de contrôle des régions périphériques par le pouvoir central.

## **Colonisation britannique et agriculture de plantation duale**

### *Premières opérations d'agriculture commerciale*

Le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par l'expansion des cultures commerciales réalisées dans la Péninsule malaise par des Chinois. Manioc, poivre, gambier <sup>(2)</sup> sont cultivés à des fins d'exportation selon des systèmes pionniers qui épuisent le sol au bout d'un cycle de culture plus ou moins long (Jackson, 1968). La communauté chinoise immigrée – dont l'objectif est plus

(2) gambier : plante tannifère (cuir) et tinctoriale (soie).

souvent de faire fortune rapidement au cours d'un séjour provisoire avant un retour au pays d'origine que de s'installer définitivement – révèle ainsi, contrairement aux Malais, un intérêt et une capacité à mobiliser capital et main-d'œuvre à des fins de profit, notamment grâce au système de *kongsi* <sup>(3)</sup>. Ces "aventures pionnières de l'intérieur" sont généralement financées par les marchands chinois des comptoirs. Ceux-ci occupent souvent la fonction-clé de commerçant intermédiaire entre les populations locales et les sociétés d'import-export coloniales.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se produit en Malaya un boom caféier qui culmine entre 1891 et 1896, avant que les cours ne s'effondrent en raison de la croissance de l'offre brésilienne. Les Chinois ont jusque-là dominé l'agriculture commerciale mais différentes mesures des Britanniques vont désormais contrecarrer leurs activités : interdiction de l'agriculture itinérante (qui avait plutôt été encouragée initialement à des fins – non accomplies – d'autosuffisance alimentaire) notamment par suppression des baux de 20 ou 30 ans et autres droits précédemment accordés aux *kangshu* <sup>(4)</sup>, abolition des contrats de travail dépendant ("indentured labour contracts") et mainmise britannique sur le monopole de l'opium en 1910. Les Chinois perdent ainsi certaines des principales voies de leur emprise sur la main-d'œuvre de leur communauté.

### *Le boom du caoutchouc naturel*

Introduit à partir de 1890 (en provenance d'Amazonie), l'hévéa succède au café dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Ce sont cette fois principalement des planteurs colons (britanniques en provenance de Ceylan notamment) et des sociétés européennes <sup>(5)</sup> qui

- (3) *kongsi* : associations chinoises à des fins économiques – généralement fondées sur une origine villageoise commune des membres – proches des sociétés secrètes, qui seront déclarées illégales en 1889 (Jackson, *op. cit.*).
- (4) Système *kangshu* : les Chinois obtenaient contre versement de taxes le droit de s'installer en *kangkar* – campement – et d'exploiter des plantations commerciales pour une durée déterminée, sous l'autorité du *kangshu* qui contrôlait entre autres l'opium et les jeux (Jackson, *op. cit.*).
- (5) Les plus connues de ces compagnies sont : Harrissons & Crossfield, Boustead, Guthrie, Sime Darby... qui existent encore aujourd'hui en Malaisie, après de nombreuses transformations.

vont réaliser les plantations – essentiellement sur la côte Ouest de la Péninsule, c'est-à-dire dans les Etats Malais Fédérés et le sultanat de Johore – grâce à des fonds de souscription métropolitains et à d'importantes concessions foncières. Ces grandes compagnies coloniales sont aussi présentes dans les secteurs de l'extraction minière et de l'activité bancaire. Dans les premières décennies du siècle le cours du caoutchouc naturel s'élève car la demande mondiale s'accroît fortement parallèlement à l'essor de l'industrie automobile. Les superficies plantées en hévéas s'étendent rapidement en Malaya et atteignent près de 400 000 hectares en 1913, dont deux tiers aux mains de colons européens (Shamsul, 1986) <sup>(6)</sup>.

Les difficultés à “enrôler” la population locale malaise ou chinoise – assez réfractaire au statut dépendant vis-à-vis des colons – conduisent les Britanniques à organiser tout un mouvement d'immigration, à partir d'Inde du Sud et de Ceylan, de Tamils plus aptes à constituer une main-d'œuvre captive, transplantés en plein dénuement dans un milieu inconnu.

Le dessein politique colonial de l'époque consiste à réserver les cultures d'exportation aux entreprises européennes, à supprimer les pratiques minières de cultures commerciales itinérantes des Chinois et à maintenir la population malaise à ses activités “traditionnelles” de cultures vivrières (Rudner, 1978). L'augmentation de la riziculture s'avère particulièrement importante afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire de la colonie et notamment de nourrir la population ouvrière des plantations. Dans ce sens, l'immigration de paysans malais venant des îles Nusantara (Java, Sumatra) et leur installation en Malaya, principalement sur la côte Ouest, sont de même favorisées par les Britanniques (Shamsul, *op. cit.*). Seule la culture de cocotiers, à double fin d'autoconsommation et de commercialisation, est encouragée auprès des villageois et pratiquée aussi à l'échelle

(6) Sur le plan de l'histoire mondiale du développement des cultures de plantation, il est intéressant de noter que le boom caféier brésilien a entraîné indirectement l'effondrement de la caféiculture en Malaya alors que, quasiment dans le même temps, l'extension de l'hévéaculture en Malaya a ruiné les pratiques de collecte du “caoutchouc sauvage” au Brésil .

commerciale par les grandes plantations coloniales. Malgré le boom du prix du coprah dans les années 1920, cette production ne connaîtra pas le succès du caoutchouc naturel en raison d'une moins grande expansion du marché.

En dépit des orientations de la politique coloniale, les paysans malais ne vont pas tarder à imiter les colons britanniques et à adopter eux aussi l'hévéaculture, source de revenus monétaires qui permettent d'accéder à de nouveaux biens. Si les productions vivrières sont rarement complètement abandonnées elles sont néanmoins généralement délaissées au profit de la culture pérenne commerciale (7). Il faut noter que les "middlemen" chinois ont joué un rôle non négligeable dans cette évolution du système malais vers une intégration accrue au marché. Plus ou moins contraints à abandonner les cultures pionnières et ne participant que de manière limitée à l'hévéaculture, les Chinois ont en effet largement contribué à l'élargissement du processus d'insertion économique des *kampungs* (villages malais) par leur fonction d'intermédiaires commerciaux tant en amont (fourniture de biens de consommation, d'intrants agricoles... et de crédit aux paysans) qu'en aval (écoulement de la production de caoutchouc villageois).

L'opposition du pouvoir colonial à l'expansion des plantations paysannes d'hévéas a pourtant été insistante, sous différentes formes. On peut rappeler principalement les mesures foncières ; ainsi, outre l'attribution privilégiée de grandes concessions aux compagnies européennes, la législation coloniale instaure en 1913 le "Malay Reservation Enactement". Sous prétexte de créer des réserves foncières destinées aux Malais afin de les protéger de la menace – réelle – de dépossession au profit d'usuriers pour cause d'endettement, cette législation permet de contrôler l'affectation des terres et d'introduire une clause de "non-culture d'hévéas" ("no rubber condition") pour les Malais (Lim Teck Ghee, 1977). Face à la grave dépression sur le marché international du caoutchouc naturel, le pouvoir colonial britannique entreprend en Malaya – et à Ceylan – des

(7) La souplesse de ce système, qui reste généralement réversible, permet aux petits planteurs une bonne adaptation à la variabilité du marché en dosant leur effort entre cultures vivrières et cultures commerciales: l'intensité des saignées d'hévéas peut être ajustée (Barlow, 1978).

mesures unilatérales de réduction de l'offre. Les solutions préconisées par le "Stevenson Restriction Scheme" en 1922 sont particulièrement discriminantes à l'encontre des producteurs malais. Cela n'empêche cependant pas la poursuite de l'expansion de l'hévéaculture paysanne.

Quelques faits marquants de l'évolution ultérieure de la situation en fonction des fluctuations du marché et des événements politiques peuvent être retenus. La deuxième guerre mondiale et l'occupation japonaise de 1941 à 1945 portent un coup d'arrêt à toutes les activités en Malaya. Celles-ci reprennent ensuite et les plantations d'hévéas sont de nouveau autorisées à partir de 1947. Face notamment à l'essor du marché mondial du caoutchouc naturel et à l'importance stratégique de ce produit, le gouvernement colonial britannique adopte une politique de soutien à l'égard du secteur de l'hévéaculture. Différentes institutions techniques ou financières sont mises en place, en particulier pour faire face au problème du renouvellement du verger et de la replantation. L'Etat intervient désormais spécifiquement en faveur de l'hévéaculture (grâce à des fonds perçus par des taxes à l'exportation sur le caoutchouc) afin d'aider les planteurs à accéder au capital et aux techniques nécessaires au maintien de leur activité<sup>(8)</sup>. Bien que les aides mises en place semblent avoir initialement bénéficié plus facilement aux grandes plantations (lesquelles disposent pourtant de moyens propres nettement plus conséquents, tant sur le plan technique que financier), il se produit néanmoins un revirement de la politique agricole en faveur des planteurs paysans. Il faut dire que ceux-ci apportent désormais une contribution significative au secteur de l'hévéaculture (les "smallholdings" représentent en 1950, 41,6 % de la superficie plantée en hévéas et fournissent 45 % de la production de caoutchouc naturel).

(8) Création d'un Fonds de Stabilisation en 1951 (grâce à une taxe sur les exportations) ; redistribution par le "Rubber Industry (Replanting) Board" à partir de 1952 ; versement d'une prime de replantation de 500 ringgits/acre à partir de 1954 ; "Revised Replanting Scheme" en 1955 ; accélération du versement des subventions à l'approche des élections de 1959 etc.

### *Bilan des structures de l'agriculture de plantation à l'issue de la colonisation*

A l'issue de la période coloniale (fin des années 1950) le pays présente certaines caractéristiques notables, notamment en relation avec l'extension des cultures pérennes. Le caoutchouc naturel est devenu – avec l'étain – la principale ressource de la Malaya (les deux produits rapportent 85 % des revenus bruts d'exportation selon Andaya & Watson-Andaya, *op. cit.*), contribuant largement à la prospérité de la zone sterling. L'agriculture de plantation est marquée par une structure duelle avec un secteur de grandes plantations (les "estates" coloniales) et un secteur de petites plantations (les "smallholdings" malais). Cette opposition se retrouve au niveau de l'occupation de l'espace avec – très schématiquement – les plantations coloniales occupant généralement les zones de collines précédemment recouvertes de forêt et les plantations villageoises les bas-fonds et le bas des collines, au sein des réserves malaises (Babut & Gouyon, 1986).

Corrélativement à l'intensification de l'exploitation des ressources minières et forestières ainsi qu'à l'extension de l'agriculture de plantation dans la Péninsule malaise, un important réseau d'infrastructures de communication et de commerces a été développé, associé à des pôles urbains en croissance. Ces aménagements sont situés dans les zones où s'est particulièrement exercée l'activité coloniale, c'est-à-dire, outre les Etablissements du Détroit essentiellement dévolus au négoce (à l'exception de l'intérieur de Malacca mis en culture), les Etats Malais Fédérés (surtout Perak, Selangor et Negeri Sembilan) ainsi que le sultanat de Johore. Il en résulte que la "mise en valeur" du territoire national dans son ensemble révèle de grandes inégalités régionales entre, globalement, la partie Ouest de la Péninsule, ayant bénéficié de la plupart des aménagements, et la partie Est, qui demeure nettement moins bien équipée. Par ailleurs les Etats de Sabah et surtout de Sarawak montrent un net sous-équipement en infrastructures, qui persiste encore aujourd'hui.

On note parallèlement une situation de saturation foncière (exploitation de toutes les terres propices aux cultures) dans les zones desservies par les réseaux de communication qui ont constitué les foyers de peuplement privilégiés. En effet la période

coloniale a marqué une recrudescence des mouvements d'immigration de différentes natures : poursuite des arrivées de paysans de l'archipel malais, très vite assimilés à la population locale ; augmentation de la communauté chinoise (souvent sédentarisée sur place malgré un mouvement initial correspondant plus à une migration provisoire) ; transfert organisé par la puissance coloniale d'une importante population d'origine indienne, initialement plus ou moins captive des plantations. La colonisation britannique a ainsi légué en "héritage empoisonné" à la Malaisie indépendante une société pluri-ethnique marquée par un important clivage social selon l'origine (le "communalisme"), associé à une répartition raciale des rôles économiques. La relative réussite économique de la colonie – en simplifiant à l'extrême, d'après Andaya & Watson-Andaya, *op. cit.* – a été conduite sous la houlette des cadres européens, les Chinois restant cantonnés aux mines et au "petit commerce", les Indiens travaillant dans les plantations et les Malais étant censés assurer la production alimentaire, à l'exception de l'élite qui reprendra le pouvoir politique <sup>(9)</sup>.

Le développement agricole, caractérisé par l'expansion de la culture de l'hévéa, montre une insuffisance des productions vivrières au regard de l'augmentation de la population pour la satisfaction des besoins nationaux. Les cultures commerciales d'exportation connaissent en effet la faveur des producteurs au détriment des cultures alimentaires destinées au marché local. Le pays ne se trouve donc pas en situation d'autosuffisance alimentaire et dépend des importations de riz (essentiellement en provenance de la Thaïlande).

La fin de la période coloniale marque aussi un interventionnisme croissant de l'Etat dans l'agriculture, notamment auprès des petits producteurs, avec la création d'un certain nombre d'institutions de soutien et d'encadrement. Cette orientation inaugure une tendance qui se développera dans la politique du gouvernement indépendant.

(9) Andaya & Watson-Andaya soulignent de plus la difficulté qu'auront les communautés chinoises et indiennes – immigrées pendant la période coloniale – à reconnaître la légitimité de l'élite malaise "réinstallée" au pouvoir par les Britanniques à leur départ et s'arrogeant certains privilèges, après avoir partagé, à peu de chose près, le même statut social de communautés dominées pendant la colonisation.

## **Indépendance et changement dans la continuité avec la diversification dans le palmier à huile**

L'accession de la Malaisie à l'indépendance en 1957 <sup>(10)</sup> ne change pas fondamentalement les grandes orientations du développement agricole du pays. L'agriculture de plantation reste prioritaire, en raison des revenus d'exportation qu'elle assure. Cependant, au début des années 1960, la diversification de ce secteur – qui repose alors essentiellement sur l'hévéa, le cocotier occupant une place moindre – va s'accroître significativement sous l'impulsion de deux principaux facteurs : d'une part les cours du caoutchouc naturel sont en baisse (en relation avec l'utilisation accrue des substituts synthétiques), d'autre part la demande en huiles alimentaires s'accroît notablement sur le marché mondial. Ces éléments confèrent à la production d'huile de palme de bonnes perspectives de rentabilité, en particulier relativement à celle de caoutchouc naturel.

Ainsi la culture du palmier, introduite dans les plantations commerciales en Malaya dès 1916 (Moll, 1987), connaît une extension remarquable à partir des années 1960. Outre les éléments favorables du contexte économique évoqués, d'autres facteurs propices ont joué : de bonnes conditions naturelles ; des transferts de technologie dans un premier temps, qui seront ensuite relayés par les résultats de la recherche nationale ; l'existence d'un secteur d'agriculture de plantation déjà structuré ; la disponibilité en terre, en partie sur d'anciennes plantations d'hévéas reconverties en palmeraies, mais surtout grâce à la mise en exploitation de "nouvelles terres", sous l'impulsion du Gouvernement, qui choisit cette solution pour régler les problèmes fonciers de préférence à une réforme agraire (Massard, 1987) à l'instar de ce qui se fait aussi dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est (Blanadet, 1979).

(10) Plus précisément la Malaya acquiert son indépendance en 1957 ; elle sera rejointe en 1963 par le Sabah et le Sarawak malgré les revendications territoriales de l'Indonésie – et même des Philippines – suite à un référendum des populations concernées ; en 1965 Singapour, à population de large majorité chinoise, fait sécession et se constitue en Etat indépendant de la Fédération de Malaisie qui compte en définitive 13 Etats.

L'extension de la culture du palmier à huile marque en effet un renforcement de l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture de plantation. C'est la FELDA <sup>(11)</sup> – déjà intervenue dans l'hévéaculture mais dont l'action est particulièrement importante concernant la culture du palmier – qui assure le défrichement et l'implantation des arbres, avant d'installer et d'encadrer des colons répartis par blocs lors de l'entrée en production des cultures. Ce nouveau mode de production, avec forte intervention des pouvoirs publics, implique aussi l'intégration de l'aval de la production, commercialisation et transformation des produits du palmier à huile. Cette filière illustre la réussite de la politique d'incitation à la transformation locale en Malaisie, particulièrement achevée pour ce qui concerne les produits du palmier à huile mais aussi en partie réalisée pour les autres produits agricoles primaires (caoutchouc naturel, puis cacao etc.). Le Gouvernement intervient soit par des incitations fiscales, soit en participant plus directement à l'installation des usines, comme celles rattachées à la FELDA.

## **Orientations générales de la politique économique et agricole**

### **Société et économie : quelques données-clés**

La société malaisienne est marquée par la spécificité de la composition ethnique de sa population. En 1990, la population, estimée à environ 18 millions d'habitants (Government of Malaysia, 1989) comporte différents groupes ethniques parmi lesquels les Malais ne représentent qu'une très faible majorité. Associés aux différents groupes aborigènes, ils constituent les "Bumiputra" <sup>(12)</sup> (Fig. 2). Indiens et surtout Chinois forment des

(11) FELDA : Federal Land Development Authority, institution rattachée au Ministère de la Terre et du Développement Rural, créée en 1956.

(12) De l'indien, signifie approximativement "fils du sol" et traduit assez bien l'idée que ces *Bumiputra* se considèrent comme des citoyens malaisiens "plus légitimes" que ceux des autres communautés, en raison de l'antériorité de leur présence (bien que certains groupes indiens ou chinois soient immigrés de très longue date).

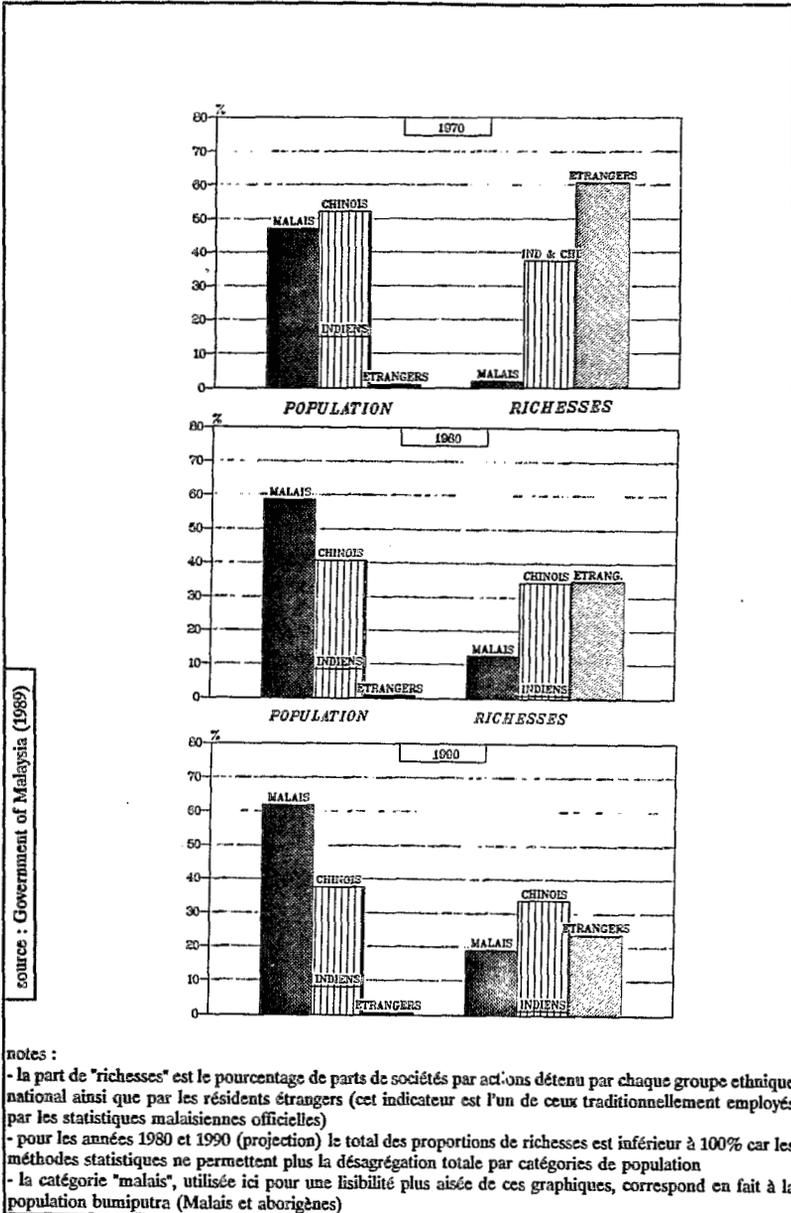


Figure 2 : Composition de la population et détention des richesses. Evolution 1970-1990.

minorités importantes avec respectivement environ 10 et 30 % de la population. Outre les différences profondes de leurs patrimoines culturels respectifs, les clivages religieux insurmontables constituent l'un des principaux obstacles à l'intégration des différentes communautés.

Le fonctionnement de la société coloniale a résulté en une répartition assez marquée des emplois en fonction de l'origine ethnique, l'effet de causalité est à nuancer cependant, la fonction caractéristique des Chinois "middlemen" se retrouve dans une grande partie du monde asiatique, y compris en Thaïlande pourtant jamais colonisée. L'impact spécifique de la colonisation britannique réside sans doute plus dans l'ampleur des mouvements d'immigration qui ont eu lieu. Parallèlement à cette relative spécialisation "ethno-professionnelle" (13) on observe une profonde inégalité de répartition des richesses du pays, dont l'évolution relative est représentée par la figure n° 2. En 1970, une grande partie du capital intérieur est encore détenue par des étrangers – ce sont alors encore essentiellement des Britanniques – ne représentant pourtant qu'une infime portion de la population. Il s'agit en l'occurrence de sociétés d'origine coloniale restées présentes après l'Indépendance, particulièrement dans les secteurs des mines et des plantations. Chinois et Indiens détiennent une part non négligeable des richesses du pays, relativement à leur nombre. Enfin, les *Bumiputra*, malgré leur domination numérique, ne détiennent qu'une très faible part du patrimoine économique. De plus, si les inégalités existent, difficiles à mesurer, au sein de chaque groupe ethnique, elles semblent particulièrement marquées parmi les Malais où une élite (politique / aristocratique) se distingue nettement du reste de la population, essentiellement rurale et dont une grande partie vit en dessous du seuil de pauvreté. Outre la part de détention du capital national, le niveau de vie mesuré par le salaire moyen perçu – décroissant des Chinois aux Malais, les Indiens occupant une position intermédiaire – révèle la même inégalité entre les différentes communautés. La figure n° 2 révèle néanmoins un

(13) Voir Hadji Yusuf Mohammad (1986) sur les occupations professionnelles des Chinois et des Indiens en Malaisie.

certain rééquilibrage inter-ethnique ultérieur de la répartition des richesses, surtout au profit des *Bumiputra*.

Pour ce qui concerne les institutions, on peut retenir que la Fédération de Malaisie est une monarchie élective parlementaire<sup>(14)</sup>. Les différentes tendances politiques révèlent les clivages ethniques de la population ; la majorité en place résulte néanmoins d'une alliance entre les trois grands partis, malais (UMNO), chinois (Malaysian Chinese Association) et indien (Malaysian Indian Congress). Par ailleurs, les différents Etats-provinces de la Fédération présentent aussi, au niveau local, un gouvernement et des représentants élus. Le caractère fédéral de la constitution du pays implique une répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. On peut notamment retenir que les questions relatives à la terre ainsi qu'au travail et à l'immigration sont en théorie du ressort des Etats-provinces, de même que la gestion de l'agriculture ; le pouvoir central se réserve néanmoins la possibilité d'intervenir dans ces domaines qui demeurent, en tout état de cause, balisés dans le cadre de la planification nationale.

L'économie malaisienne est globalement marquée par une croissance soutenue dans la période contemporaine (de l'ordre de 6,8 % par an pendant les décennies 1960 et 1970), malgré un léger ralentissement au début des années 1980, la croissance économique a repris depuis (de l'ordre de 5 % par an après 1987). Le niveau du revenu moyen par habitant ainsi que la structure du produit national en font désormais un "Nouveau Pays Industrialisé" (Fong Chan Onn, 1989)<sup>(15)</sup>. Bien que le secteur primaire continue d'apporter une contribution majeure à la richesse du pays, le secteur industriel s'est fortement

(14) Parmi les 13 Etats qui la constituent, 5 sont dirigés par un gouverneur et 8 par un sultan ; c'est parmi ces derniers qu'est élu – à tour de rôle – le Roi du pays, notamment garant des institutions, en particulier des questions relatives à l'Islam, religion officielle du pays ; les autres cultes sont néanmoins autorisés.

(15) On peut rappeler la structure du PNB par secteur en 1989 ; Ire : 31,5 %, IIre : 27,6 %, IIIre : 41,9 %. Les produits primaires représentent encore 51,6 % des exportations (pétrole et gaz naturel : 14,9 %, caoutchouc naturel : 9,4%, huile de palme : 8,5 %, cacao : 1,3 %). Le PNB est en moyenne de 1 800 \$ US/an/hab.

développé. A partir de la transformation des ressources naturelles locales, initialement dominante, puis des activités de substitution aux importations, l'industrie du pays a ensuite accru sa diversification vers les activités d'exportation exigeantes en main-d'œuvre (textile, électronique). Néanmoins, parallèlement au développement économique du pays et à l'élévation du niveau de vie, le coût de la main-d'œuvre se renchérit, devenant moins favorable à l'implantation de ce type d'activités, surtout au regard de la concurrence des pays voisins, Thaïlande, Indonésie et Philippines. Un gros effort de formation est actuellement conduit afin de permettre l'évolution vers des secteurs plus sophistiqués. Néanmoins, l'adéquation n'est pas toujours bien réalisée sur le marché du travail et le chômage de certains diplômés coexiste avec des besoins en main-d'œuvre non-qualifiée qui sont partiellement couverts par le recours à des immigrés. Un dernier point à retenir des conditions générales de l'économie réside dans les avantages de la localisation de la Malaisie au sein du pôle de croissance que représente le Sud-Est asiatique, notamment adhésion à l'ASEAN <sup>(16)</sup> et proximité de puissants investisseurs (Japon, Singapour et Taïwan).

### **Le poids de la question ethnique dans les orientations politiques**

La première décennie après l'Indépendance est marquée en Malaisie par une politique très libérale, aux orientations finalement assez peu différentes de celles de la période précédente, et laissant encore un rôle majeur aux capitaux et savoir-faire britanniques <sup>(17)</sup>. Par ailleurs la communauté chinoise – surtout

(16) ASEAN : Association des Nations d'Asie du Sud-Est, qui regroupe dans un dessein politique et surtout économique, les pays "non-communistes" de la région, Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines et Brunéi.

(17) Rappelons que l'accession de la Malaisie à l'Indépendance s'est passée assez pacifiquement – ce qui mérite d'être noté étant donné les affrontements qui ont eu lieu par ailleurs en Asie du Sud-Est. Cependant la guérilla communiste, menée dans l'intérieur de la Péninsule essentiellement par des Chinois – issue de la résistance à l'envahisseur japonais pendant la Deuxième guerre mondiale – a justifié l'instauration de l'état d'urgence et le recours à l'aide militaire britannique après l'Indépendance. Ce fut l'une des raisons majeures du maintien de relations politiques et économiques privilégiées avec l'ancienne métropole coloniale.

concentrée dans les centres urbains – continue de contrôler une part importante de l'activité économique du pays. En contrepois à cette politique de laisser-faire, le gouvernement se borne à mettre en oeuvre un certain nombre de mesures destinées à l'éradication de la pauvreté qui frappe fortement la population rurale malaise (pêcheurs, riziculteurs, planteurs de cocotiers etc.). Ces mesures – malgré la croissance globale et la diversification économique du pays – ne s'avèrent cependant pas suffisantes pour remédier aux profondes inégalités socio-économiques – notamment par insuffisance de création d'emplois – et le mécontentement s'accroît au sein des différentes communautés, chacune considérant ses avantages comme un dû et souffrant de frustration face aux autres (ainsi les Malais face au pouvoir économique des Chinois, et, réciproquement, ceux-ci face au pouvoir politique de ceux-là) (Jesudason, 1989). Cette situation de tension sociale croissante aboutit aux émeutes raciales de 1969.

Cette explosion de violence, révélatrice de la faiblesse fondamentale de la société malaisienne et la menaçant dans son ensemble, va entraîner un profond revirement des orientations politiques du pays. Le rééquilibrage de la participation des différentes communautés ethniques à l'activité économique, en particulier la revalorisation du rôle des *Bumiputra*, devient la priorité absolue du gouvernement. Cet objectif recueille le consensus de l'ensemble de la classe politique, consciente de la nécessité d'assurer la stabilité du pays. La NEP (Nouvelle Politique Economique), lancée à partir de 1970 – avec des objectifs fixés à l'horizon 1990 – présente ainsi un ensemble de mesures en faveur des *Bumiputra*, notamment tout un système de quotas réservés (dans les universités, les administrations, le capital ou les emplois des sociétés etc.) afin de promouvoir leur participation à l'économie.

La "bumiputrisation" constitue notamment le prétexte d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie. Outre l'aspect législatif ou réglementaire assez contraignant, le gouvernement fédéral va réaliser ce qu'on peut appeler en quelque sorte une "nationalisation libérale". En effet, afin de revaloriser le rôle économique des Malais, des sociétés financières parapubliques sont créées. Initialement, dotées de fonds publics elles procèdent

au rachat d'un grand nombre d'entreprises anciennement coloniales, principalement dans les secteurs des mines et des plantations <sup>(18)</sup>, dans le cadre de procédures négociées entre le gouvernement et la direction étrangère de ces firmes. Les sociétés financières en question <sup>(19)</sup> vont ensuite drainer une partie du capital des petits épargnants *bumiputra* – exclusivement ; ceux-ci se retrouvent donc – indirectement – détenteurs d'une partie majoritaire du patrimoine de certains secteurs.

Si, en définitive, cette stratégie très volontariste du gouvernement malaisien est parvenue à rééquilibrer, dans les statistiques, la participation des *Bumiputra* à l'économie, c'est donc essentiellement par substitution aux reliquats de la colonisation (Fig. 2), la croissance économique soutenue contribuant par ailleurs à éviter d'empiéter directement sur les acquis économiques des autres communautés.

L'interventionnisme du gouvernement malaisien a par ailleurs atteint certaines limites et les difficultés des années 1980 ont amené à une relative révision de cette option politique en faveur de plus de libéralisme. Ainsi, ce sont plutôt les opérations de privatisation qui ont marqué la politique récente du gouvernement (voir par exemple la cession partielle du capital de Sime Darby). Il y a en outre une volonté de plus grande ouverture – financière – à l'étranger, sous forme de la "Look East Policy" chère au Premier Ministre Mahatir, qui tient à une conception alternative du développement économique, moins dépendante de l'Occident. Une grande attention est ainsi portée (au moins dans le discours) à la préservation de l'identité, ou

(18) On peut noter que les secteurs sur lesquels se porte l'intervention des pouvoirs publics relèvent plus d'un choix symbolique et pratique – la négociation avec les anciennes entreprises coloniales s'avérant peut-être la plus aisée et la plus rapide, car portant globalement sur d'importants patrimoines – que de critères économiques de rentabilité.

(19) On peut citer parmi les plus importantes de ces sociétés : au niveau fédéral, PERNAS (Perbadanan Nasional ou National Corporation), établie en 1969 au lendemain des émeutes raciales, ainsi que PNB (Permodalan Nasional Berhad ou National Equity Corporation) établie en 1978, et au niveau des Etats-provinces les SDEC (State Development Corporations) (Jesudason, *op. cit.*).

plutôt des identités spécifiques du pays, particulièrement bien sûr pour ce qui concerne les valeurs et le mode de vie malais (20).

### **La politique agricole : dosage de “social” et d’“économique”**

La politique agricole présente dans ses grandes lignes, à l’image de la politique économique générale, un dosage d’options sociales et économiques. En cohérence avec les grandes orientations qui viennent d’être présentées, une part importante de l’action des pouvoirs publics (centraux ou locaux) porte sur la revalorisation de la participation économique des *Bumiputra*. Cet objectif de la NAP (Nouvelle Politique Agricole) se traduit par différents types d’interventions, parmi lesquels on peut distinguer deux catégories : les rachats de sociétés de plantations par les compagnies financières parapubliques qui viennent d’être évoqués d’une part, les actions directes en faveur de la population rurale d’autre part. Ces dernières prennent deux formes principales (selon Nasaruddin Arshad & Zulkifly Hj Mustapha, 1986) : les opérations *in situ* et les projets pionniers. L’étude du budget public agricole révèle par ailleurs que les dépenses ont évolué d’une part importante d’investissements en nature (aménagements pionniers ou de réhabilitation dans les années 1960 et 1970) vers plus de subventions au cours de la dernière décennie (Jenkins & Lai, 1989).

Les mesures d’aide à la population rurale *in situ* sont destinées à promouvoir l’intensification et la diversification agricoles des unités de production considérées comme handicapées par leur trop petite taille (“anti-économique”) : projet de régénération et de replantation de la cocoteraie villageoise entrepris dès les années 1960, revalorisation du niveau de vie des populations rurales les plus touchées par la pauvreté par différents types d’aides notamment destinées aux pêcheurs et aux riziculteurs. Un type particulier de ces interventions publiques en faveur de

(20) Force est néanmoins de constater que la croissance économique – et l’adoption corrélative assez inévitable du modèle capitaliste – et le maintien des traditions malaises semblent difficiles à concilier dans la réalité et le fossé apparaît de manière flagrante entre la moderne cité de Kuala Lumpur et les kampungs ruraux.

la population rurale *in situ* consiste dans les grands projets d'aménagements rizicoles (souvent réhabilitation ou agrandissement d'aménagements existants). Dans ce cas l'objectif social d'aide aux populations rurales et l'objectif macro-économique d'autosuffisance alimentaire sont liés (Courtenay, 1988).

Les aides publiques à la production prennent la forme de subventions ou autres soutiens financiers (par exemple subvention des engrais pour le riz, dont le prix au producteur est soutenu) ainsi que de dotations en nature (matériel végétal de plantation, outils). Ces mesures sont mises en œuvre par diverses institutions locales, les services extérieurs du Ministère de l'Agriculture ainsi que des organismes sectoriels (pour les cultures d'hévéas et de palmiers à huile). Des illustrations concrètes de ce type d'interventions seront données plus loin dans l'étude de la cacaoculture paysanne. Par ailleurs, la FAMA (Federal Agricultural Marketing Authority) intervient pour améliorer la commercialisation des produits issus de l'agriculture paysanne.

Outre les différents types d'actions *in situ*, les interventions publiques en faveur de la population rurale se manifestent dans les grands projets pionniers de plantations FELDA (la FELCRA, Federal Land Conservation and Rehabilitation Authority, procède aussi à des projets de ce type, mais sur terres réhabilitées – anciennes rizières, jachères, etc. – non pionnières). Les objectifs assignés à la FELDA sont multiples, conjuguant en fait les aspects économiques et sociaux de la politique agricole (T. Shamsul Bahrin & Lee Boon Thong, 1988). L'intervention de l'agence fédérale permet au gouvernement malaisien de contrôler l'occupation du territoire et l'exploitation des ressources naturelles (pour ce qui concerne la "mise en valeur" des espaces forestiers)<sup>(21)</sup> en développant les cultures d'exportation selon un système "rationnel", en l'occurrence un nouveau type d'agriculture censé combiner les avantages des exploitations

(21) Initialement la FELDA était uniquement censée contrôler l'utilisation des fonds de développement rural déléguée aux différents Etats de la Fédération. Néanmoins, et bien que "la terre soit une affaire d'Etat" – relevant des gouvernements locaux et non de l'autorité fédérale – la politique centralisatrice a très vite repris le dessus et l'initiative des aménagements est revenue en priorité à la FELDA.

paysannes et des plantations industrielles. La FELDA répond parallèlement à l'objectif social visant à une résolution du problème de saturation foncière des zones rurales, alternative à l'exode vers les centres urbains. Il s'agit d'absorber les populations rurales démunies et d'améliorer leurs conditions de vie : réinstallation dans un cadre plus "moderne", tant du point de vue des conditions de vie que de production. L'accroissement du niveau de revenu passe par l'accès à la terre de ces paysans malais et la pratique encadrée de cultures d'exportation.

L'intervention d'une agence d'aménagement fédérale telle que la FELDA – imitée ensuite, à une moindre échelle, par des agences locales dans les différents Etats de la Fédération – conduit ainsi à un nouveau type de structure de production agricole qu'on peut appeler le "colonat encadré" (ou secteur public ou encore paysans encadrés).

L'ensemble des mesures à dominante "sociale" présente un coût relativement élevé et fait du budget agricole l'un des principaux postes de dépenses du gouvernement (de l'ordre de 20 % dans les années 1970 et de 16 % dans les années 1980 <sup>22</sup>), ce qui traduit bien la priorité politique en faveur des Bumiputra, dans la mesure où ceux-ci, constituant la majorité de la population rurale, en sont les principaux bénéficiaires. Néanmoins, il n'est pas toujours facile de concilier les objectifs d'amélioration de la productivité et de création d'emplois ruraux (Nasaruddin & Zulkifly, *op. cit.*). Ainsi l'évaluation de ces éléments de la politique agricole, pour ce qui concerne leur caractère "social", ne s'avère pas forcément aussi positive que ne l'affichent – bien sûr ! – les pouvoirs publics. On peut notamment citer les interprétations critiques de Massard (*op. cit.*) à propos de la réalité des projets FELDA, ainsi que celles de De Koninck (1986 b) qui parle plus globalement de "mise sous

(22) Les moyens consacrés par le Gouvernement Fédéral aux projets FELDA sont énormes (plus de 5 millions de milliards de ringgits en fonds cumulés depuis le début des interventions de la FELDA jusqu'au 31 juin 1988). Le coût moyen d'installation d'une famille sur un projet FELDA est de 131 167 FF (54 467 M\$). Pour ce qui concerne la seule mise en place de la culture de rapport, le cacao s'avère la production la plus onéreuse puisque le développement – jusqu'à maturité – d'un hectare coûte 31 612 F, contre 13 352 FF pour l'hévéa et 17 562 FF pour le palmier à huile.

tutelle de la paysannerie par l'Etat" (23). Nasaruddin & Zulkifly (*op. cit.*) soulignent par ailleurs l'échec relatif de la politique agricole en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté rurale.

Parallèlement et en contrepartie aux différentes mesures de soutien à caractère social destinées plus particulièrement à la "bumiputrisation", la politique agricole du Gouvernement malaisien comporte aussi un volet "prélèvements". Il s'agit essentiellement de taxes sur les ressources d'exportation générées par le secteur. Jenkins & Lai (*op. cit.*) montrent notamment l'ampleur de ces opérations sur le caoutchouc naturel et l'huile de palme (la contribution de ces prélèvements a néanmoins fortement diminué, représentant près de 20 % des ressources du budget de l'Etat dans les années 1960, moins de 5 % dans les années 1980). Cependant, dans tous les cas, le poids des prélèvements publics demeure limité et ne semble pas affecter trop gravement la compétitivité internationale des secteurs agricoles exportateurs malaisiens selon les auteurs de la Banque Mondiale. Il faut souligner que ces systèmes de prélèvement par le biais de taxes d'exportation ne correspondent pas à des taux fixes mais – globalement – à une proportion *ad valorem*, ajustée en fonction des cours mondiaux. Ainsi l'intervention étatique dans le secteur agricole ne s'est jamais traduite, en Malaisie, par un système de prix fixés, barème et autres caisses de stabilisation que l'on connaît en Afrique sur les produits d'exportation.

## **Le boom cacaoyer en Malaisie**

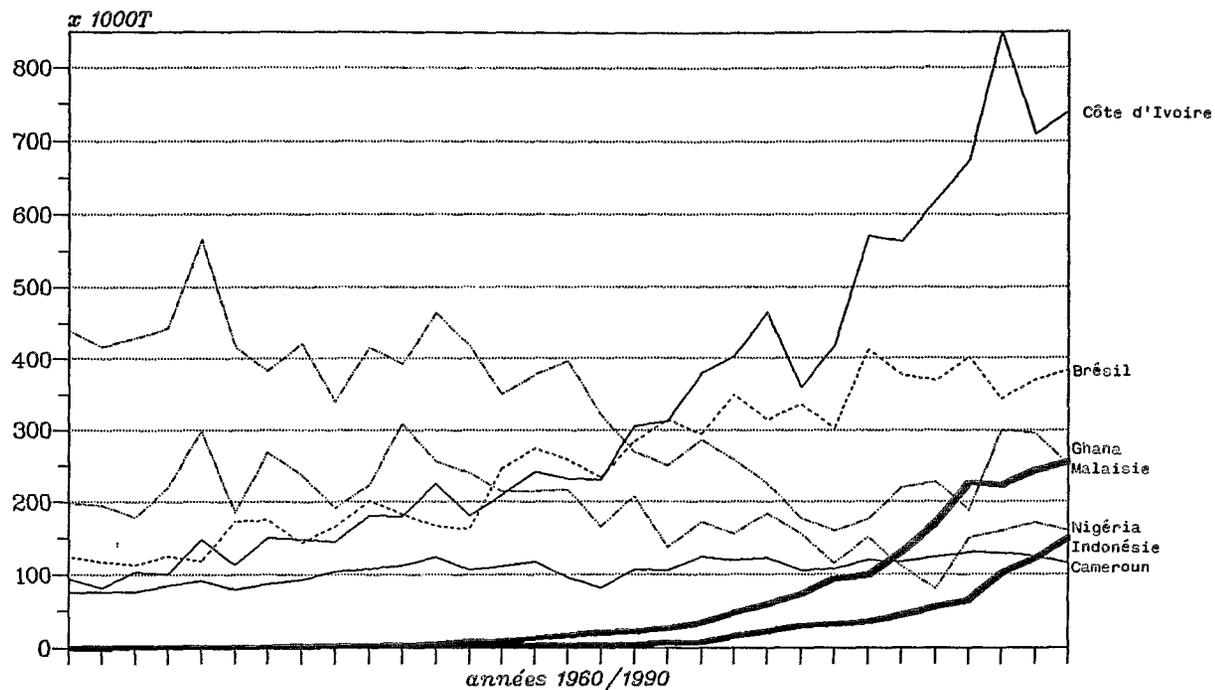
### **Contexte international et introduction du cacao en Malaisie**

#### ***Aperçu sur la dynamique de l'offre et le marché du cacao***

La cacaoculture est concentrée dans un nombre restreint de pays producteurs : la Côte d'Ivoire, le Brésil, le Ghana et la Malaisie, pour ne citer que les principaux, détiennent environ 66,5 % de l'offre mondiale de cacao (Fig. 3). On observe par ailleurs, sur la longue période, un déplacement des principaux

(23) "Si l'on additionne tous les espaces gérés et toutes les populations agricoles encadrées par les agences gouvernementales et locales, on constate que bientôt l'essentiel du domaine paysan sera directement sous la tutelle de l'Etat" (De Koninck, 1986b)

Figure 3 : Les principaux producteurs de cacao - 1960 / 1990



sources : statistiques E.U. & Duffus

foyers de production et une succession des leaders sur le marché (Ruf, 1988 ; Jarrige & Ruf, 1990) <sup>(24)</sup>. Chacun des principaux pays producteurs semble successivement expérimenter un “cycle du cacao”, comportant un boom suivi d’un déclin absolu ou relatif de la production. Outre les interférences avec les phénomènes de marché, ce processus est fondamentalement lié à des caractéristiques intrinsèques de la cacaoculture. On peut rappeler brièvement que celle-ci est essentiellement réalisée en plantation pionnière, après défriche de la forêt tropicale ; cette pratique présente les conditions optimales de culture tant sur le plan agronomique qu’économique (notion de “rente différentielle forêt”, voir Ruf, 1987). Les difficultés à préserver ces conditions optimales et à réussir la replantation d’un ancien verger cacaoyer après un cycle de culture compromettent la reproductibilité de la cacaoculture dans les anciennes zones de production et entraînent le déplacement vers un nouveau front pionnier, selon un mécanisme qui est – schématiquement – à l’origine du déplacement des foyers de production de cacao (Jarrige & Ruf, *op. cit.*).

Le récent boom cacaoyer en Malaisie marque l’émergence d’un nouveau pôle de production en Asie du Sud-Est. Cependant, contrairement à la plupart des autres pays producteurs, la Malaisie présente déjà un secteur d’agriculture de plantation structuré au moment de l’introduction du cacao. Par ailleurs, son économie générale, diversifiée, n’est pas lourdement dépendante de la cacaoculture.

Le cacao est un produit fondamentalement soumis au marché international dans la mesure où il provient exclusivement de pays tropicaux humides et se consomme pour l’essentiel dans les pays du Nord généralement sous forme de produits chocolatés (Amérique du Nord et Europe de l’Ouest sont les principaux pôles de consommation). La plus grande partie de la production est encore exportée sous forme de fèves, produit primaire, et les pays producteurs ne réalisent que 30 % de la première transfor-

(24) Pays d’Amérique Latine – Amérique Centrale, Caraïbes puis Venezuela, Equateur et Brésil – depuis la période précolombienne jusqu’au début du XX<sup>e</sup> siècle, puis, malgré le maintien d’une production de cacao importante au Brésil, les principaux foyers d’offre se déplacent en Afrique de l’Ouest – Ghana, Nigéria, Côte d’Ivoire. Plus récemment, un important pôle de production cacaoyère se développe en Asie du Sud-Est.

mation (broyage) du cacao en poudre et beurre. Sur le plan pratique, les échanges de cacao sont réalisés par les opérateurs sur les bourses d'échanges de Paris, New York et Londres. Les cours du cacao sont caractérisés par leur instabilité, largement due, à court terme, à la spéculation. Cependant à moyen et à long termes on observe un mécanisme assez régulier d'ajustement de l'offre et de la demande par les cours. Sur la longue période, le marché du cacao révèle une croissance continue dont le moteur réside dans l'augmentation de la demande (due à l'accroissement démographique et à l'élévation du revenu des consommateurs), à laquelle l'offre répond par l'expansion et l'intensification de la cacaoculture. Cependant, au mouvement d'accroissement régulier de la demande s'oppose une certaine irrégularité de l'offre, source de la variabilité des cours. Outre les variations dues à la saisonnalité de la production, la sensibilité de la production au climat peut aussi causer une modification des volumes d'offre par rapport aux prévisions tendanciennes. Enfin, à plus long terme, les facteurs d'évolution de l'offre évoqués ci-dessus (cycles du cacao dans les pays producteurs) jouent aussi un rôle.

Pour comprendre les grandes lignes de la dynamique du marché du cacao et son rôle dans le boom cacaoyer malaisien, on peut brièvement considérer les deux dernières grandes phases de la période contemporaine. En 1977/78, une succession de mauvaises récoltes alliées à la poursuite d'un rythme régulier de la croissance de la consommation de cacao sont à l'origine d'une diminution des stocks mondiaux à un niveau alarmant pour les utilisateurs, ce qui entraîne une hausse record des cours. Le marché va se rééquilibrer par la suite, tout d'abord par un ralentissement rapide du rythme de la consommation puis par une augmentation de l'offre. Après un délai d'inertie, dû au temps d'ajustement de la production d'une culture pérenne (entre plantation et premières récoltes), l'offre de cacao connaît en effet un essor remarquable qui se poursuit de nombreuses années "sur la lancée" et n'a été momentanément ralenti qu'en 1983/84, à la suite de sécheresses dans les pays producteurs ouest-africains. Les stocks mondiaux ont été largement reconstitués, atteignant en 1991, après sept campagnes excédentaires, un niveau record équivalent à huit mois de consommation. Cette

tendance du marché se traduit bien entendu par une baisse persistante des cours du cacao depuis plusieurs années, entraînant de nombreuses difficultés dans les pays producteurs.

Ce rappel simplifié du contexte et du fonctionnement du marché du cacao peut permettre de mesurer la force des déterminants exogènes du développement de la cacaoculture dans un pays producteur. Voyons plus précisément comment le boom cacaoyer malaisien s'inscrit dans ce contexte international, étant données les conditions internes évoquées précédemment.

### *Introduction de la cacaoculture en Malaisie*

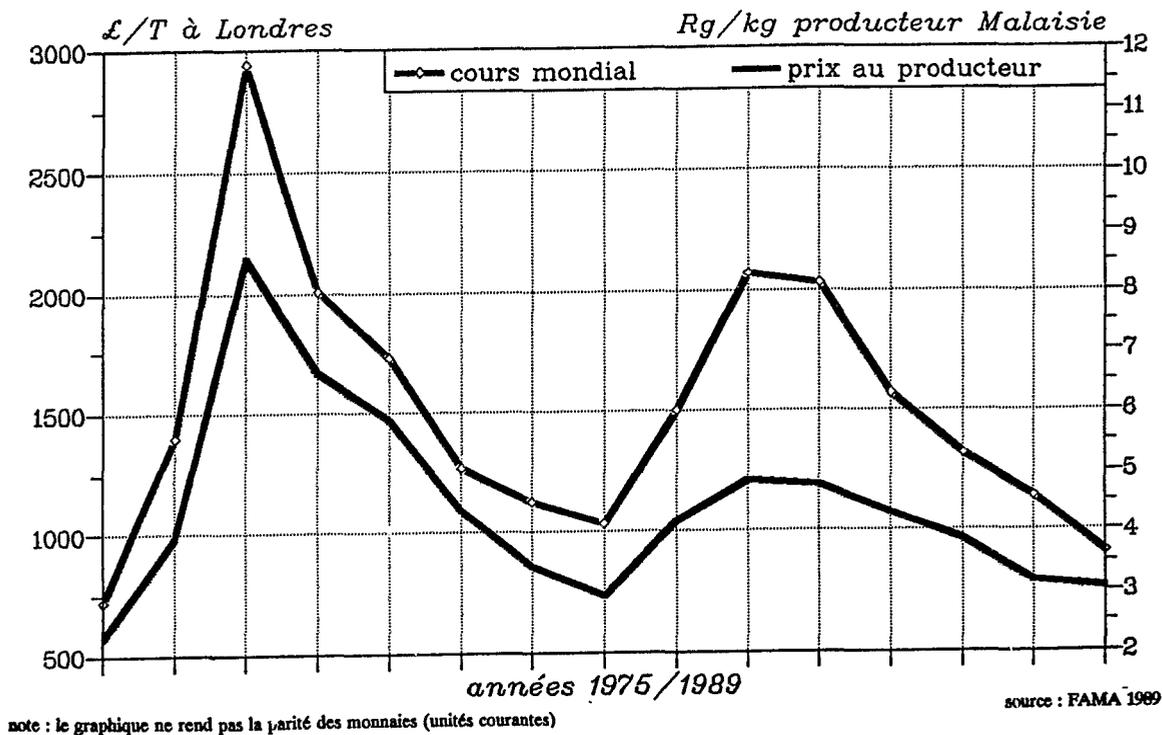
Dans le cadre de l'agriculture de plantation malaisienne, la cacaoculture a été introduite à titre expérimental au cours des années 1950 (25). Les premiers essais réalisés dans des zones peu propices de la Péninsule ne donnent pas de bons résultats, notamment en raison de problèmes sanitaires. Cependant, d'autres tentatives d'implantation sur la côte Ouest, sous cocotiers, sont plus encourageantes. Cette technique d'association culturale, peu répandue et peu connue pour le cacaoyer, ne constitue pas vraiment – contrairement à ce qui a pu parfois être rapidement avancé – une innovation malaisienne mais vraisemblablement un transfert d'une méthode pratiquée par les planteurs britanniques à Ceylan. L'introduction de la cacaoculture associée fait aussi partie, dès les années 1960, des programmes de régénération de la cocoteraie villageoise sur la côte Ouest, dans le cadre des mesures de revalorisation des revenus ruraux ; malgré les efforts de promotion des services agricoles, cette introduction reste très limitée. La cacaoculture est par ailleurs introduite à la fin des années 1950 au Sabah, dans la région de Tawau où elle connaît une réussite certaine sur des terres volcaniques.

(25) On peut rappeler, pour l'anecdote et la véracité historique, que des cacaoyers ont été signalés beaucoup plus anciennement dans la région : au XVIII<sup>e</sup> siècle dans un jardin de Malacca, vraisemblablement implantés par les Portugais ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au Nord-Bornéo, provenant peut-être des introductions anciennes aux Philippines et en Indonésie. Les Britanniques qui font ces observations envisagent même alors le cacao comme culture potentielle de mise en valeur intéressante pour la colonie.

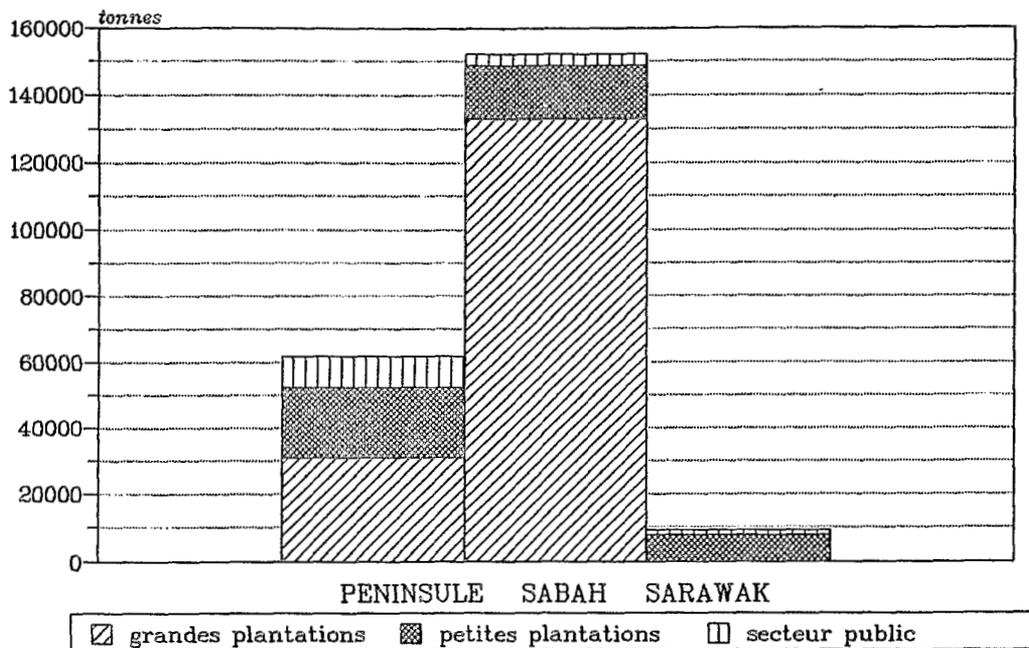
Cependant, le contexte à la fin des années 1950, ainsi que pendant les années 1960 et 1970, apparaît peu favorable sur le marché du cacao, ne présentant pas de débouché commercial véritablement intéressant : le cours mondial est alors peu attractif et, surtout, il n'existe pas de filière d'écoulement structurée en Malaisie. Les conditions sont au contraire très propices pour le développement de la culture du palmier à huile. C'est donc ce dernier, comme on l'a vu, qui va connaître un remarquable essor à partir des années 1960, assurant la diversification de l'agriculture de plantation malaisienne alors fortement spécialisée et dépendante du caoutchouc naturel (le coprah ne jouant qu'un rôle économique secondaire). Pendant cette période, les essais et les travaux de recherche sur la cacaoculture (sélection, multiplication, conduite agronomique) se poursuivent néanmoins, toujours essentiellement à titre expérimental, notamment dans la station de recherche de Quoin Hill au Sabah.

Le boom cacaoyer ne débute véritablement en Malaisie qu'à la fin des années 1970 et au début des années 1980, en réponse aux cours élevés du cacao sur le marché mondial, largement répercutés aux producteurs malaisiens (Fig. 4). En quelques années, la superficie plantée en cacaoyers passe de quelques milliers d'hectares à près de 350 000 hectares ; parallèlement la production malaisienne, absente des données internationales jusqu'en 1965, atteint le 4<sup>e</sup> rang mondial avec 240 000 tonnes en 1991. La production de cacao est très inégalement répartie entre les grandes régions naturelles de Malaisie puisque le Sabah fournit 68 % de la production nationale, contre seulement 27,6 % pour la Péninsule et 4,5 % au Sarawak (Fig. 1 et 5). La cacaoculture est pratiquée selon plusieurs modèles de conduite : soit en culture associée sous cocoteraie soit en culture pure – essentiellement en zone pionnière après défriche forestière, éventuellement aussi en second cycle, après jachère ou en replantation. On peut noter par ailleurs que parallèlement au boom de la production cacaoyère s'est mise en place très rapidement une industrie de transformation locale du cacao qui traite actuellement près du tiers de la production nationale (sans compter la capacité de broyage de Singapour, de près de 70 000 tonnes aussi, développée à la faveur de l'essor de la cacaoculture régionale), bénéficiant notamment des encouragements à la

Figure 4 : Cours mondial du cacao et prix au producteur en Malaisie.



**Figure 5 : Production de cacao en Malaisie - 1988-1989.  
Répartition par régions et par structures.**



notes :

- pour les statistiques malaisiennes, le seuil de superficie entre les petites et les grandes plantations est de 40 ha (seule la superficie des grandes plantations - déclarée - est officiellement connue)
- la catégorie "grandes plantations" recouvre à la fois les plantations diversifiées et les plantations spécialisées en cacao

source : Malaysian Cocoa Board 1989

transformation locale des produits primaires ainsi que du jeu des différentiels sur le marché entre les fèves et les produits dérivés du cacao.

Au-delà de ces rapides considérations macro-économiques qui situent la Malaisie en tant que pays producteur sur le marché international du cacao, la compréhension des processus du boom cacaoyer passe par l'analyse des comportements des acteurs économiques concernés (nous nous limitons ici aux producteurs). Outre les différents types d'unités de production déjà présents dans le secteur de l'agriculture de plantation, le boom cacaoyer en Malaisie va s'accompagner de l'émergence d'un nouveau type de plantations, spécialisées en cacao et présentant en ce sens une dynamique spécifique. On peut ainsi retenir l'existence de quatre principaux types d'unités de production impliquées dans la cacaoculture en Malaisie, éventuellement divisés en sous-groupes présentant des situations voisines. Leurs critères de différenciation (résumés en annexe) sont d'abord d'ordre structurel et socio-économique : la superficie (avec le seuil de 40 ha entre les petites et les grandes plantations pour les catégories statistiques), la nature de la main-d'œuvre principale (familiale ou extérieure) ainsi que le statut socio-économique et le degré de diversification (révélant l'importance du cacao). Par ailleurs la localisation géographique, en relation avec l'ancienneté de l'occupation des terroirs, conditionne en partie le mode de cacaoculture pratiquée (culture associée ou de second cycle dans les zones d'agriculture de plantation "traditionnelles" ou culture pionnière) ; les données du contexte socio-économique régional interviennent aussi dans les dynamiques cacaoyères (voir par exemple les avantages de la proximité du foyer d'immigration d'ouvriers indonésiens pour les plantations du Sabah). Les différents types de plantations impliquées dans la production de cacao en Malaisie peuvent être rapidement présentées comme suit :

- les plantations paysannes indépendantes, d'une part celles pratiquant la cacaoculture associée sous cocoteraie - en général à titre secondaire - dans les zones d'implantation ancienne, d'autre part celles pratiquant la cacaoculture pionnière dans des zones plus récemment ouvertes à l'exploitation agricole ;

- les plantations du secteur public ou plantations paysannes encadrées, au sein des projets des agences publiques d'aménagement (projets pionniers ou de réhabilitation) ;
- les grandes plantations (d'une superficie supérieure à 40 hectares), héritées de la période coloniale, déjà impliquées dans les autres cultures pérennes d'exportation que le cacao ;
- les plantations spécialisées en cacao des zones pionnières au Sabah. Ces plantations peuvent en fait avoir une taille variable de 10 hectares (ou même moins) à quelques centaines d'hectares (200, 300). Mais, dans ce contexte (cacaoculture pionnière en monoculture), une dynamique de production homogène existe, caractérisée notamment, au-delà de 10 hectares environ, par le recours systématique à de la main-d'œuvre extérieure (immigrés indonésiens). En ce sens les plantations spécialisées du Sabah sont plus proches des plantations industrielles diversifiées à main-d'œuvre salariée que des plantations paysannes familiales – du moins par rapport à la situation dans les zones d'agriculture de plantation "traditionnelle", héritière d'une structure duale historique, en Malaisie Péninsulaire. En zones pionnières, le passage se fait cependant sans rupture à partir des structures paysannes – main-d'œuvre familiale – avec le recours progressif à des manœuvres extérieurs.

Les plantations spécialisées en cacao dont la superficie excède 40 hectares sont comptabilisées dans les statistiques avec les grandes plantations traditionnelles – diversifiées – sans distinction possible. Les premières constituent néanmoins l'essentiel de la catégorie "grandes plantations" au Sabah (Jarrige, 1989). La figure n° 5 présente la répartition de la production par régions et par catégories – statistiques – de production.

### **L'adoption du cacao dans les différentes structures de production**

#### ***Les stratégies des paysans indépendants entre marché et subventions***

Les plantations paysannes indépendantes représentent globalement 33 % de la superficie mais seulement 20 % de la

production cacaoyère en Malaisie. Elles sont surtout présentes en Malaisie Péninsulaire où elles couvrent 47 % du verger cacaoyer. On peut schématiquement distinguer deux grands types de situations au regard de la dynamique de production de cacao, d'une part dans les anciennes zones d'implantation, d'autre part dans les zones pionnières .

### *Plantations de cacaoyers sous cocoteraies*

Les plantations villageoises de cacaoyers sous cocoteraies sont localisées essentiellement sur la côte Ouest de la Péninsule (Perak, Selangor et Johore) ainsi qu'au Sabah et au Sarawak dans les zones côtières de peuplement ancien. Elles correspondent à de petites exploitations paysannes d'une superficie très largement inférieure au seuil statistique des 40 hectares (de l'ordre de quelques hectares seulement, moins de 5 le plus souvent), en faire-valoir direct, dans un contexte global de saturation foncière. La main-d'œuvre reste essentiellement familiale et le recours à des travailleurs extérieurs, possible occasionnellement, n'est pas systématique. Une autre caractéristique de ces exploitations agricoles paysannes cultivant les cacaoyers sous cocotiers est la diversification des sources de revenus (agricoles ou non).

Le cacao a été introduit, comme on l'a vu, dès les années 1960 et 1970 par les services agricoles dans le cadre des programmes d'éradication de la pauvreté. Cependant, les planteurs demeurent alors circonspects par rapport à une culture relativement délicate, méconnue (d'après un témoignage, certains auraient même essayé de manger directement les fèves de cacao) et, surtout, ne présentant pas, à ce moment-là, de débouchés intéressants. L'adoption de la cacaoculture au sein des cocoteraies villageoises reste donc très limitée jusqu'à la fin des années 1970 où elle commence à connaître un véritable engouement de la part des planteurs. A ce moment là, le niveau de prix très rémunérateur entraîne l'adoption massive de la cacaoculture en association à la cocoteraie villageoise, plus efficacement que les efforts déployés précédemment pendant plusieurs années par les services agricoles. Néanmoins, la fourniture gratuite ou subventionnée de matériel végétal et d'intrants chimiques ainsi que

l'encadrement technique de ces services <sup>(26)</sup> seront fort utiles aux planteurs villageois. La proximité de grandes plantations pratiquant déjà la cacaoculture sous cocoteraies ainsi que la mise en place rapide d'un réseau de commercialisation du cacao par les middlemen villageois (qui opéraient précédemment le plus souvent sur coprah) ont aussi favorisé l'expansion de la cacaoculture villageoise. A quelques exceptions près, les résultats techniques de la production paysanne de cacao restent modestes – les rendements moyens sont de l'ordre de 200 à 300 kg / ha.

Néanmoins, le boom du cacao au cours des années 1980 entraîne un supplément de revenu conséquent <sup>(27)</sup> évidemment très apprécié dans les kampungs et qui, coïncidant dans certaines zones avec l'électrification rurale, permet de réaliser de gros achats de consommation domestique (réfrigérateur, téléviseur etc.) ou de moyens de locomotion, ainsi que le pèlerinage à la Mecque (Dupraz, 1989 ; Morisson, 1989). Cependant, à la fin des années 1980, le cours du cacao diminue et devient moins attractif. Sans aller jusqu'à l'arrachage des cacaoyers, la baisse du prix affecte l'intérêt des planteurs villageois pour la cacaoculture et entraîne un report des efforts (en termes d'affectation des moyens de production, en particulier du temps de travail) vers d'autres activités. Cette période est en ce sens révélatrice des différentes stratégies possibles des petits planteurs vis-à-vis de la cacaoculture.

L'analyse de Dupraz et Morisson met ainsi en évidence deux situations-types concernant le statut de la cacaoculture dans les

(26) Les dispositifs de soutien aux paysans concernant la cacaoculture varient selon les régions et les époques, néanmoins, il ressort de nos enquêtes que les modalités les plus fréquentes – du moins au début des opérations – correspondent à une fourniture totalement gratuite d'intrants, de matériel végétal et de traitement pendant les trois premières années d'implantation de la culture. Par la suite, des intrants subventionnés peuvent encore être fournis aux planteurs par l'intermédiaire de la Farmers Organisation Authority.

(27) En 1979/80, alors que le prix au producteur est compris entre 4 et 6 Rg/kg, le cacao représente environ 50 % du revenu des petits planteurs (Shaaban B. Sahar *et al.*, 1980) ; en 1989, le prix est environ de 3 Rg/kg et les rendements stagnent : le cacao représente alors moins de 25 % en moyenne du revenu des ménages enquêtés par Dupraz (*op. cit.*) et n'occupe plus qu'une place secondaire.

villages de la côte Ouest de la Péninsule. L'exemple du village de Sungai Batang (Perak) montre comment l'introduction du cacao a permis de restaurer l'équilibre du fonctionnement socio-économique des communautés villageoises, équilibre auparavant fondé sur la cocoteraie et remis en cause par la baisse du cours du coprah. Les cacaoyers associés aux cocotiers se substituent en partie à ces derniers à la fois comme élément fondamental du patrimoine familial (fonction "d'assurance-retraite"), comme capital productif assurant un revenu régulier et permettent enfin – grâce aux revenus procurés et au niveau de rémunération du travail autorisé – de retenir au village les jeunes qui réalisent l'entretien et la récolte des vergers. Il faut noter que, dans ce cas, le terroir villageois est marqué par la proximité d'une grande plantation industrielle, susceptible de procurer aux villageois des opportunités complémentaires de travail à la tâche – ce qui conditionne le marché local du travail, notamment en ce qui concerne les niveaux de rémunération au village – et par l'absence d'autre alternative d'emplois pour les jeunes hors de l'exode vers les villes. La baisse du prix du cacao n'entraîne pas, contrairement aux objectifs souhaités par les organismes d'encadrement agricole, l'intensification de la cacaoculture <sup>(28)</sup> mais une recherche de diversification des activités rémunératrices – encore le plus souvent agricoles dans ce contexte. Selon les opportunités locales et les possibilités de chacun, il peut s'agir de la première transformation des fèves de cacao (opérations post-récolte de séchage et fermentation, auparavant confiées au middleman, acheteur de fèves fraîches) ce qui permet de gagner une part de valeur ajoutée, de l'élevage d'embouche, de la culture de banane ou encore de la pêche en mer en zone côtière.

Dans le village de Parit Hadji Abdul Salam (Johore), le développement d'industries à proximité du village à partir de la

(28) Le MARDI a entrepris de vulgariser auprès des planteurs villageois la technique de greffe de cacaoyers améliorés génétiquement afin d'accroître les performances de leur verger. Cependant, cette technique assez sophistiquée, exigeante en travail et aléatoire ne reçoit qu'un accueil réservé de la part des planteurs. De même, il apparaît selon la plupart des observations que ceux-ci cessent le plus souvent, à la fin de la période de subvention, l'application d'intrants chimiques sur leur verger car cette opération ne s'avère pas assez rentable du fait de la baisse du prix du cacao.

fin des années 1960 a depuis longtemps causé la déstructuration du système villageois “traditionnel” fondé sur la cocoteraie. Celle-ci n’a été que partiellement maintenue, et à titre secondaire en termes de travail et de revenus. Dans ce village – hormis quelques cas isolés d’introduction plus ancienne – le cacaoyer a été introduit en culture associée beaucoup plus récemment (en 1985), dans le cadre d’un projet du Département de l’Agriculture. Une structure collective de vulgarisation et de transformation a été mise en place, des intrants et du matériel de traitement subventionnés à 50 % sont par ailleurs fournis aux planteurs. Le cacaoyer n’occupe pas ici la position centrale qu’il a pu prendre dans les situations semblables au cas précédent. Il ne représente qu’une culture possible de diversification, au même titre que le café et le palmier à huile. Cette dernière culture s’avère la plus rentable économiquement et se voit prioritairement choisie par les jeunes planteurs (dépendants des revenus de leur activité agricole) capables d’en assurer la difficile récolte. Le cacao, beaucoup moins rentable, est néanmoins choisi de préférence au café, culture non subventionnée, à titre d’activité secondaire par des planteurs à temps partiel, manquant de temps ou de force de travail (retraités, fonctionnaires) mais possédant des terres suffisamment riches (Morisson, *op. cit.*, montre comment les paysans ne possédant que de médiocres terres sont contraints à la caféiculture et protestent contre l’attribution de subventions aux seuls détenteurs de bonnes terres !). Malgré la crise, ces producteurs poursuivent en général la cacaoculture, souvent avec un recours assez intensif aux intrants grâce aux aides publiques – bien que le désherbage manuel tende par exemple à remplacer le désherbage chimique suite à la baisse du prix du cacao. Dans ce cas, le verger cacaoyer constitue un élément de patrimoine – justifiant son entretien – plus qu’un capital productif devant assurer une fonction d’indispensable source de revenus.

De ces exemples il ressort que l’adoption de la cacaoculture en association à la cocoteraie villageoise sur la côte Ouest de la Péninsule, largement mise en oeuvre à la faveur de la flambée des prix sur le marché international à la fin des années 1970, a constitué un moyen efficace d’amélioration des revenus ruraux, apportant ainsi un atout à la politique de lutte contre la pauvreté rurale du gouvernement au cours des années 1980. Cette réussite

économique du cacao a justifié la mise en place d'un dispositif conséquent d'appui technique et financier à la cacaoculture auprès des petits planteurs, entraînant même une certaine dérive "techniciste" (29). Le changement de contexte lié à la baisse du cours sur le marché international du cacao – répercutée aussi directement aux producteurs que l'avait précédemment été la hausse – entraîne une réorientation des efforts des producteurs qui étaient les plus dépendants du revenu cacaoyer (des revenus agricoles en général) vers d'autres activités que la cacaoculture. Néanmoins, le verger cacaoyer constitue désormais un patrimoine pour une fraction de la population rurale malaise de la côte Ouest, à laquelle il permet éventuellement encore de se procurer un revenu d'appoint. Par ailleurs le cacao demeure le fer de lance de multiples institutions d'encadrement agricole ; leurs différentes actions peuvent contribuer au maintien de la cacaoculture – à titre secondaire – en dépit de la "logique du marché" mais selon une stratégie cohérente de la part des producteurs au regard des subventions, en plus du caractère patrimonial du verger cacaoyer.

### *La cacaoculture pionnière des paysans indépendants*

Un tout autre type de cacaoculture paysanne – en culture pure sur défriche forestière – se trouve à l'intérieur de la Péninsule (Pahang) (30). Contrairement aux régions côtières, ces zones disposent encore de réserves forestières, ouvertes plus récemment

(29) On peut citer Dupraz et Morisson (*op. cit.*) au sujet de "l'incompréhension croissante entre l'appareil de recherche et de développement et les paysans" : "... On mesure ici le chemin parcouru par les structures gouvernementales qui, créées pour développer les cultures associées au cocotier afin d'éradiquer la pauvreté rurale, se sont structurées autour de la cacaoculture avec un objectif de production".

(30) Le contexte spécifique du récent boom du cacao au Sabah révèle une dynamique pionnière distincte, relativement homogène quelle que soit la taille des plantations (qui s'échelonne d'ailleurs progressivement, sans seuil de rupture comme en Malaisie Occidentale) ; il n'apparaît donc pas justifié de distinguer une catégorie d'unités de production "paysannes pionnières" au Sabah. Le cas des petites plantations s'inscrit dans la dynamique générale du secteur cacaoyer spécialisé au Sabah.

à l'exploitation. Elles sont très attractives pour les paysans malais et chinois qui ne cessent de venir s'y installer en raison de cette disponibilité foncière <sup>(31)</sup>. La taille moyenne des exploitations y est en conséquence supérieure (de l'ordre de 7 hectares d'après nos enquêtes), limitée cependant par les difficultés d'accès à de la main-d'œuvre extérieure, rare et coûteuse dans l'intérieur de la Péninsule. Les conditions sont à cet égard moins favorables qu'au Sabah, où les planteurs pionniers bénéficient de la présence d'ouvriers immigrés indonésiens <sup>(32)</sup>.

Sur des exploitations associant éventuellement d'anciennes parcelles et de récentes défriches forestières, les paysans pratiquent le plus souvent une polyculture associant le riz (culture à double fin d'autoconsommation et de commercialisation, maintenue seulement grâce aux aides publiques : intrants gratuits et prix soutenu aux producteurs) à un ensemble variable de cultures pérennes commerciales, notamment hévéas, bananiers, arbres fruitiers, palmiers à huile. Le cacao a là aussi été adopté à partir de la fin des années 1970, rarement à titre exclusif mais plutôt comme l'une des cultures commerciales. Les conditions pionnières de plantation sur défriche forestière sont particulièrement propices à la cacaoculture et autorisent des rendements élevés (de l'ordre de 800 kg/ha), même avec un faible recours à des intrants chimiques. La cacaoculture reste donc une option de production très rentable dans ce contexte, malgré la baisse des cours.

Parmi les facteurs influençant les choix de production des planteurs il apparaît qu'outre les caractéristiques technico-économiques de chaque culture, les interventions d'organismes sectoriels ne sont pas dénuées d'importance. La RISDA (Rubber

(31) Dupraz et Morisson signalent des exemples où le coût de la terre apparaît 50 fois moins élevé à Pahang que sur la côte Ouest de la Péninsule. Au-delà de l'ordre de grandeur, de telles observations révèlent en fait l'existence de transactions et d'un marché fonciers dans les zones pionnières, en opposition à la situation de blocage quasi-absolu dans les régions côtières.

(32) A titre d'exemple de ces disparités régionales, on peut citer le niveau de rémunération quotidienne d'un ouvrier agricole (relevé en 1989) : de l'ordre de 15 ringgits (37,50 FF) à Pahang contre 7 ringgits (17,50 FF) pour un immigré indonésien au Sabah.

Industry Smallholder Development Authority), chargée de la promotion de l'hévéaculture paysanne, encourage la replantation d'hévéas greffés ; la FELCRA prône la plantation de cacao sur des terres abandonnées (anciennes rizières) ; le Département de l'Agriculture et le MARDI interviennent aussi pour l'expansion de la cacaoculture paysanne. Chaque institution poursuit ainsi son objectif sectoriel et tente de faire adhérer les planteurs à son projet à l'aide de subventions diverses ou en jouant sur la réglementation. On peut souligner l'enjeu, dans cette véritable lutte d'influence, de l'affectation culturelle des titres fonciers : une ancienne plantation d'hévéa (déclarée "rubber land") pourra être replantée en hévéas sous l'égide de la RISDA ; les représentants de la FELCRA tenteront cependant d'en changer le statut en "padi land" afin de pouvoir y faire planter des cacaoyers ! (Morisson, *op. cit.*).

### *Les limites du dirigisme dans le secteur public*

#### *Principes de fonctionnement de la cacaoculture encadrée*

Le système d'agriculture contractuelle est initié par la FELDA dans le cadre de la colonisation des terres vierges en 1956. Les premiers projets sont hévéicoles et localisés dans les espaces vierges de Malaisie Péninsulaire. A partir de la fin des années soixante-dix, l'agence fédérale s'installe aussi au Sabah et au Sarawak et commence à pratiquer la cacaoculture (1973).

Depuis le début des activités de la FELDA, des projets pionniers monocultureux de plusieurs centaines d'hectares ont vu le jour, répartis en lots individuels comprenant, par famille de colons : une parcelle de culture de rapport d'environ 3 hectares en général (hévéa / palmier à huile / cacaoyer...), une maison et un lopin pour des productions annexes, vivrières ou autres.

Les colons sont installés une fois que les cultures entrent en production et doivent rembourser en quinze ans tous les investissements réalisés par la FELDA. Ils s'engagent pour ce faire à travailler leur parcelle en suivant les recommandations des encadreurs et à livrer la totalité de leur production à la FELDA, qui les paie à échéances régulières, déduction faite des remboursements dus (pour les investissements d'installations

mais aussi pour les intrants avancés). A la fin de la période de remboursement, les colons obtiennent un titre de propriété de leur lot. Il s'agit en fait seulement d'un droit d'usufruit, la parcelle ne pouvant, en théorie, être divisée ni revendue <sup>(33)</sup>.

### *Difficultés des projets*

En ce qui concerne le fonctionnement concret des projets cacaoyers FELDA, nous ne disposons que d'informations indirectes (aucune visite ne nous ayant été autorisée). Des travaux sur des projets palmiers à huile ont montré la "dérive" du fonctionnement socio-économique à partir du modèle de base égalitaire entre les colons et vis-à-vis de l'encadrement (Massard, *op. cit.*). Sur le plan technique, les colons sont censés pratiquer une cacaoculture relativement intensive, à base d'intrants chimiques fournis par la FELDA, sur le modèle des grandes plantations industrielles. Cependant la livraison obligatoire de l'ensemble de la récolte à l'agence, sur le paiement de laquelle sont prélevés les remboursements, ne semble pas avoir lieu systématiquement.

Dans le contexte actuel de crise du marché, l'existence d'un réseau d'acheteurs chinois permet aux colons de contourner le passage par la FELDA pour la commercialisation du cacao et de percevoir la totalité de la valeur de leur production. Les autorités de la FELDA ont connaissance de ces pratiques qu'elles ont du mal à enrayer malgré les contrôles.

De plus, au-delà du problème du remboursement des investissements et des intrants, la baisse du prix du cacao cause des difficultés aux colons pour atteindre le niveau de revenu "promis" par la FELDA. L'institution se voit donc dans l'obligation de leur verser un "revenu minimum garanti" au niveau du seuil de pauvreté (300 Rg soient 750 FF/mois) (communication personnelle d'un responsable de la FELDA, Kuala Lumpur, 1988).

(33) Une tentative de la FELDA a même eu pour objet d'instaurer un système de propriété collective ; cependant, face à l'opposition des colons se sentant lésés, l'agence a dû revenir - en 1989 - à la notion de lot individuel.

Fin 1988, la FELDA avait officiellement 11 projets cacaoyers, sur 21 000 ha. Seules 130 familles étaient concernées, ce qui révèle une forte proportion de vergers immatures (colons encore non installés) voire non plantés, ainsi que, surtout, l'exploitation d'une large partie du verger cacaoyer FELDA autrement que par le système de colonat (vraisemblablement par des ouvriers contractuels) <sup>(34)</sup>. En 1987, 12 650 ha matures ont produit 4 832 T de cacao (soit un rendement moyen de 565 kg/ha) au sein des unités FELDA. Malgré les dysfonctionnements évoqués, pour la campagne 1988/89, la production totale FELDA aurait presque atteint 10 000 T de cacao, plaçant ainsi l'autorité fédérale – prise en tant qu'entité économique – parmi les plus gros producteurs malaisiens, au même rang que les grandes compagnies <sup>(35)</sup>.

La production de cacao des colons – en théorie entièrement collectée par la FELDA – subit ensuite les opérations post-récolte dans des unités au sein de chaque projet. La commercialisation (exportation ou vente locale) du cacao de l'ensemble des projets FELDA est ensuite réalisée de manière centralisée à Kuala Lumpur par les services de la FELMA (Federal Agricultural Marketing Authority). Outre sa participation à la production cacaoyère à travers les projets pionniers, la FELDA joue un rôle notable dans l'industrie de transformation locale par sa détention de 51 % des parts de l'usine "Malaysian Cocoa Manufacturing", en opération conjointe avec Nestlé, qui fournit le savoir-faire technologique et les capacités de gestion pour une

(34) Les difficultés – en tant que chercheur étranger – à obtenir de l'information directe ainsi que les incohérences des statistiques officielles sur les projets cacaoyers FELDA laissent supposer que l'adoption relativement tardive – par rapport au contexte de marché – et selon des méthodes d'installation coûteuses de la cacaoculture au sein des projets FELDA constitue un échec.

(35) Le secteur public dans son ensemble (FELDA et autres agences publiques de développement, fédérales ou locales) aurait eu, en 1988/89 une production totale de cacao estimée à 14 243 T par la FAMA, soit 6,35 % de la production nationale. Le poids du secteur public est beaucoup plus important pour les productions de caoutchouc naturel et surtout d'huile de palme.

durée de 5 ans (exemple de la politique d'encouragement et de maîtrise des transferts de technologie).

La crise du marché du cacao a contraint la FELDA à revoir à la baisse ses projets d'extension cacaoyère. Par ailleurs, pour faire face à la dégradation de leurs revenus, les colons sont autorisés – et même encouragés – à diversifier leurs activités, ce qui est nouveau au sein des projets FELDA. A l'échelle de l'autorité fédérale, sur le plan financier, la rentabilité des opérations "cacao" n'est pas assurée – les colons bénéficiant, eux, de garanties de la part de l'organisme d'encadrement. Cependant – et bien que le gouvernement malaisien tende de plus en plus à la privatisation et à la rentabilisation économique de ses opérations – les objectifs sociaux de la FELDA demeurent prioritaires et les fonds publics continueront vraisemblablement, si nécessaire, à financer les projets cacaoyers déficitaires... à moins qu'ils ne soient reconvertis dans une culture plus rentable (les projets "palmiers" ou "hévées" s'avérant quand même moins coûteux pour la FELDA).

### *Le cacao dans les grandes plantations : modèle industriel diversifié*

D'origine principalement coloniale, on a vu que les grandes plantations se sont maintenues après l'Indépendance et sont devenues pour la plupart patrimoine national au cours du processus de "nationalisation libérale" de la bumiputrisation (cas notamment des grandes compagnies : Sime Darby, Guthrie, Harrisson & Crossfield qui devient Harrisson Malaysian Plantations Berhad). La présence de fonds publics ou parapublics dans le capital de ces grands groupes pose la question de leur caractère économique, ressortissant peut-être plus d'un capitalisme d'Etat que d'une logique d'entreprises privées (avec les conséquences que cela implique en terme de stratégies, notamment pour les arbitrages entre enjeux économiques et politiques). Outre une diversification de leur secteur d'agriculture de plantation (sur les trois piliers : huile de palme, caoutchouc et cacao) ces compagnies ont élargi leur champ d'activités à d'autres secteurs, à l'image de l'ensemble de l'économie malaisienne.

Initialement localisées principalement en Malaisie Occidentale, les plantations industrielles ont vu leurs possibilités d'exten-

sion limitées à partir des années 1960, les agences publiques d'aménagement bénéficiant de la quasi-exclusivité de mise en valeur des nouvelles terres. La cacaoculture a été développée dans les grandes plantations, en réponse au prix incitatif du cacao sur le marché mondial, en achevant au début des années 1980 la complantation de cacaoyers sous l'ensemble des cocoteraies industrielles sur la Péninsule (commencée dans les années 1960). Les grandes compagnies de plantations "traditionnelles" se sont installées beaucoup plus récemment au Sabah. Leur participation directe au boom cacaoyer dans cette région n'a pas été très importante, vraisemblablement devancée par les initiatives des planteurs locaux, prompts à réagir au marché. On observe cependant, à partir du milieu des années 1980, de nouvelles stratégies dans le contexte de crise du cacao au Sabah. De grandes firmes (telles que Guthrie par exemple) profitent en quelque sorte de la baisse des cours du cacao – qui affecte gravement le secteur spécialisé au Sabah – pour poursuivre une stratégie à long terme de rééquilibrage et de diversification de leurs activités agricoles, en développant leur secteur cacaoyer par le rachat de plantations en production à d'infortunés planteurs locaux.

De manière typique, les "estates" malaisiennes se présentent comme de grandes plantations, souvent de plusieurs centaines d'hectares, divisées en blocs de palmiers à huile, hévéas ou cacaoyers. On distingue deux grandes catégories d'ouvriers : les contractuels, employés occasionnellement par les grandes plantations (en général par le biais de sociétés spécialisées qui gèrent de telles équipes de travail) et les permanents. L'organisation du travail se fait soit en équipes réparties par tâches, soit individuellement, chaque ouvrier se voyant confier l'entretien d'un bloc de 5 à 6 hectares ; les deux méthodes peuvent être associées : entretien par blocs, récolte à la tâche par exemple. Les différentes opérations techniques sont organisées par le "manager" de la plantation et ses assistants, des responsables de champ en contrôlent l'exécution par les ouvriers.

Les ouvriers permanents résident en général sur place, dans des quartiers aménagés, bénéficiant de logements et des commodités de base, fournis par l'entreprise. Les conditions d'emploi sont variables, mais la concurrence d'autres secteurs

d'embauche (bâtiment...) et la relative dureté des conditions de vie dans les estates contraignent les compagnies à faire des efforts pour attirer et garder la main-d'œuvre.

Par ailleurs, le NUPW (National Union of Plantations Workers), héritier d'une longue tradition de lutte syndicale dans les plantations (Chelliah, 1984), défend de manière organisée les droits ouvriers. Ses interventions concernent cependant essentiellement la main-d'œuvre permanente d'origine indienne des plantations de Malaisie Péninsulaire. En effet, la législation du travail diffère selon les Etats. C'est notamment ce qui explique en partie l'importante hétérogénéité des conditions d'emploi pour les ouvriers des plantations, avec une qualité de vie et un salaire plus élevés (11 Rg, environ 27,50 FF/jour) en Malaisie Péninsulaire qu'au Sabah (6 à 7 Rg soit de 14,50 à 17,50 FF/jour). Il est vrai que dans ce dernier cas les ouvriers sont souvent des immigrants indonésiens ou philippins, en situation plus ou moins légale, et donc plus ou moins forte par rapport à l'employeur.

Outre l'organisation du travail de type industriel, le modèle technique des grandes plantations présente des caractéristiques d'agriculture intensive, avec un recours important aux intrants chimiques (pesticides, herbicides, engrais) ainsi qu'à du matériel végétal sélectionné : il y a une substitution partielle de capital au travail. La baisse du prix du cacao a néanmoins entraîné une réduction des différentes consommations intermédiaires. Les performances techniques des systèmes de cacaoculture pratiqués par les estates sont bien sûr variables mais, d'après les déclarations recueillies, les rendements moyens atteints sont en général de l'ordre d'une tonne par hectare.

Pour ce qui concerne les étapes aval de la production, les grandes plantations pratiquent la transformation industrielle des fèves fraîches de cacao dans leurs propres unités de fermentation-séchage, selon des processus plus ou moins mécanisés. La vente peut se faire ensuite directement à l'exportation - la plupart des grandes compagnies disposent en effet de leurs propres services export - soit par l'intermédiaire d'un négociant, voire à l'industrie locale.

Les perspectives d'évolution de la production cacaoyère dans le secteur industriel et les situations sont variables mais la

tendance générale des grands groupes impliqués dans l'agriculture de plantation est actuellement de réaliser un certain degré de diversification afin de répartir et limiter les risques naturels et économiques liés à chaque production. La répartition optimum des cultures oscille selon les analyses autour des chiffres suivants : 60 % de palmiers à huile, 25 à 30 % d'hévéas et 10 à 15 % de cacaoyers. Cette stratégie paraît de nature à pouvoir entraîner un renforcement du poids, déjà important, du secteur industriel dans la production de cacao en Malaisie.

### *Le boom cacao au Sabah*

Les trois précédents types de structure de production envisagés étaient présents dans le secteur de l'agriculture de plantation malaisienne avant le boom cacaoyer, impliqués dans les cultures pérennes d'exportation.

A partir de la fin des années soixante-dix, avec l'explosion du prix du cacao sur le marché international, cette spéculation attire au Sabah – en plus des producteurs agricoles locaux – de nombreux “apprentis planteurs” – chinois pour la plupart d'entre eux – venus d'horizon très divers : anciens fonctionnaires ou militaires, hommes d'affaires de secteurs d'activité variés, le plus souvent novices en matière d'agriculture de plantation...

Grâce aux conditions de développement très favorables à la cacaoculture au Sabah – terres vierges facilement accessibles, main-d'œuvre d'Indonésie ou des Philippines, matériel végétal sélectionné depuis de nombreuses années par la recherche (station de Quoin Hill...) – des locaux d'abord, des entrepreneurs venus de Malaisie Péninsulaire ensuite, vont développer des plantations spécialisées en cacao, d'une taille variable de quelques dizaines à quelques centaines d'hectares. Avec un capital relativement limité au départ, certains ont pu réaliser de fructueuses opérations grâce à la cacaoculture.

On peut raconter à ce sujet l'édifiante histoire de Dudley C. Ancien fonctionnaire du gouvernement de l'Etat du Sabah, il a pu avoir gratuitement accès à 200 acres (80 hectares) en 1974, sur lesquels il a planté des cacaoyers. Comment ? “Comme tout le monde” : avec intrants gratuits (du Ministère de l'Agriculture du Sabah) et main-d'œuvre indonésienne.

Dudley C. a ensuite réalisé trois autres plantations jusqu'en 1981, respectivement de 120, 120 et 200 hectares. Les trois premières plantations ont été revendues, avec une importante plus-value (soupçonnée mais non avouée), Dudley C. conservant la dernière comme "rente". En 1981, l'heureux bénéficiaire du "golden cocoa" quitte le Sabah pour Singapour et émigre définitivement en Australie en 1985. Il revient de temps à autre à Tawau, coeur cacaoyer du Sabah, par nostalgie ; la dernière plantation de cacao qui lui reste est en fait gérée par son "régisseur" – ouvrier indonésien avec lequel il a débuté en 1974 – sur ses conseils par téléphone depuis l'Australie.

Au-delà de l'anecdote, cette histoire est révélatrice de nombreuses réalités du boom cacaoyer au Sabah : opportunisme, argent facile avec un capital de départ minimum, puis désengagement et reconversion des bénéficiaires. Cet itinéraire, qui fut celui des pionniers du cacao, en a fait rêver beaucoup. Cependant, dès le début des années 1980, les intrants ne sont plus gratuits, le coût de la terre et la demande de travail augmentent... Nombreux sont alors les aspirants planteurs qui doivent emprunter aux banques afin de se lancer dans la cacaoculture, avec l'espoir de faire, eux-aussi, fortune.

Sur le plan technique, la cacaoculture pratiquée dans ce type de structure de production diffère peu de celle pratiquée dans les grandes plantations "traditionnelles". Sans forcément en atteindre les dimensions, les plantations spécialisées en cacao fonctionnent de la même manière sur la base de travail salarié, le propriétaire supervisant lui-même les travaux ou déléguant cette tâche à un régisseur.

Au début du boom cacaoyer, le manque de savoir-faire était un réel obstacle. Celui-ci a été contourné en débauchant du personnel d'encadrement formé dans les grandes plantations et par des efforts de formation pris en charge par les producteurs eux-mêmes, à travers leurs associations professionnelles (East Malaysia Planters Association, et surtout Cocoa Growers Association of Sabah). Certains de ces planteurs spécialisés dans la cacaoculture – et passionnés – réussissent des performances de production élevées (2 à 3 tonnes/ha) mais parviennent difficilement à maintenir la rentabilité de leur activité dans les conditions actuelles. Avec l'effondrement continu des cours du

cacao, le produit des ventes ne suffit souvent plus à couvrir les charges de production, mensualités comprises, pour ceux qui, venus tardivement au cacao, ont dû emprunter et n'ont pas fini de rembourser leurs dettes. L'alternative devient alors souvent faillite et saisie des propriétés par la banque (des rééchelonnements de dette sont parfois accordés) ou revente des cacaoyères aux grands groupes de plantations industrielles. De nombreux entrepreneurs venus au cacao dans un but de spéculation à court terme opèrent une sortie hâtive du secteur, plus ou moins réussie sur le plan financier. Le secteur des plantations spécialisées en cacao, né du boom cacaoyer au Sabah, subit donc une sérieuse "épuration" en ces temps de crise ; seules subsistent les unités de production les plus performantes (qui d'ailleurs se diversifient le plus souvent vers d'autres productions).

## Conclusion

L'analyse des processus d'adoption de la cacaoculture en Malaisie révèle la diversité des situations de production. Le poids de l'héritage historique, en particulier l'impact de la colonisation sur le développement de l'agriculture de plantation, est encore très perceptible dans la nature des structures contemporaines et leur localisation. L'émergence de nouveaux types de plantations, la diversification des cultures d'exportation et de l'économie globale révèlent néanmoins une nette différenciation à partir de la situation coloniale, bien que l'évolution se soit faite progressivement.

La politique agricole malaisienne a pu notamment conserver, au regard des cultures d'exportation, des similitudes avec les principes d'intervention britanniques passés sur le caoutchouc naturel <sup>(36)</sup>. Ainsi, la commercialisation interne du cacao, réglementée au minimum, et les exportations ne font pas l'objet de prélèvements spécifiques (bien que ceux-ci existent sur le caout-

(36) On peut noter à ce sujet l'hétérogénéité de la politique coloniale en fonction des situations car le cacao dans les anciennes colonies britanniques d'Afrique de l'Ouest – exclusivement aux mains de planteurs "indigènes" – par exemple, a donné lieu à un tout autre type de politique (avec la création d'un office de commercialisation supervisant la filière, et l'instauration de prix fixés).

chouc naturel et l'huile de palme, le principe d'intervention demeure très différent des systèmes de caisses de stabilisation et autres offices de commercialisation en Afrique de l'Ouest). Les producteurs malaisiens de cacao semblent donc placés dans une "pure économie de marché" au regard de leurs homologues africains... si l'on ne considère pas la question au-delà du système de prix.

Il s'avère en effet, en poussant un peu plus loin l'analyse, que cet apparent libéralisme cache en réalité de nombreuses interventions étatiques. Celles-ci portent non pas sur la commercialisation du cacao mais, en amont, sur la production. En Malaisie l'Etat se révèle très présent pour ce qui touche aux facteurs de production. L'accès aux terres vierges est largement réservé aux agences d'aménagement publiques qui œuvrent directement à la mise en valeur agricole. Il est significatif que le boom cacaoyer se soit déroulé pour l'essentiel au Sabah, à l'initiative d'entrepreneurs privés, à la faveur - entre autres - d'une politique foncière locale plus libérale que dans le reste de la Fédération. L'Etat malaisien intervient aussi au niveau du capital de production, notamment par l'implication des sociétés financières de la bumiputrisation dans le capital des grandes compagnies de plantations. De plus les aides directes aux producteurs sont conséquentes, tant dans le cadre des programmes de soutien *in situ* qu'au sein des projets encadrés.

Au-delà de la forme des interventions étatiques - très prégnantes sur les conditions de production, libérales sur la commercialisation du cacao - il paraît important de distinguer la signification de la politique agricole malaisienne ainsi révélée. La nécessité du rééquilibrage de la participation économique des différentes communautés ethniques a largement suscité et justifié l'interventionnisme étatique. Le pays est globalement passé d'un stade de prélèvement sur l'agriculture à un stade de soutien, grâce à l'évolution économique générale et aux autres ressources (pétrole, gaz naturel), s'apparentant à cet égard plus à une situation de "pays développé" (riche) que de "pays en voie de développement" (pauvre).

L'introduction de la cacaoculture dans ce contexte a été rendue possible par les niveaux de prix élevés de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Le cacao, pourtant

produit agricole, apparaissait alors quand même un secteur d'investissement rentable dans une logique commerciale, pour des planteurs bien sûr (y compris les paysans) mais aussi pour des entrepreneurs extérieurs au secteur. La production se maintient actuellement malgré la baisse des prix surtout grâce à la diversification des unités de production (et au soutien de l'Etat pour la cacaoculture dans les plantations paysannes).

En résumé, le boom cacaoyer a révélé les stratégies contrastées d'unités de production très différentes en Malaisie, bien qu'au départ toutes aient réagi au marché. Les planteurs villageois ont ainsi fait la preuve de leur capacité de réponse à un contexte économique stimulant à un moment donné. La prise en compte des subventions et autres aides publiques semble en outre complètement intégrée dans leurs stratégies. Le boom de la cacaoculture pionnière au Sabah paraît caractéristique d'une flambée de "capitalisme opportuniste" (sauvage ?) dont les protagonistes ne s'attardent pas en temps de crise. Les compagnies de grandes plantations symbolisent plus un "capitalisme d'Etat", mêlé d'objectifs sociaux ou politiques. La rentabilité du secteur des plantations - déficitaire pour l'heure sur la filière cacao - paraît cependant assurée grâce à la diversification des activités (agricoles ou non) ainsi qu'à des rentes de situation, voire au soutien de l'Etat.

## Annexe

### Les différents types d'unités de production de cacao et leurs principales caractéristiques

	PLANTATIONS PAYSANNES "smallholdings" ( < 40 ha dans les statistiques )		GRANDES PLANTATIONS "estates" ( > 40 ha dans les statistiques )	
	INDÉPENDANTES	ENCADRÉES ("secteur public")	DIVERSIFIÉES	SPÉCIALISÉES
<b>MAIN D'OEUVRE</b>	familiale (possibilité m.o. extérieure, contrats)	familiale (possibilité -illégal- m.o. extérieure)	ouvriers salariés permanents et contractuels / direction	ouvriers extérieurs / (supervision par propriétaire)
<b>STATUT/ ENCADREMENT / CAPITAL</b>	indépendant avec encadrement par services agricoles	insertion dans projets d'agences publiques	sociétés par actions (possibilité de capitaux parapublics)	entreprises à capitaux privés (individuels ou en partenariat)
<b>LOCALISATION</b> (principales régions ou type de zones)  / ANCIENNETÉ DE L'INSTALLATION	1) Côte Ouest Péninsule, Sarawak (Sabah) / ancienne  2) intérieur Péninsule / récente	1) zones pionnières (FELDA) / récente  2) jachères, ex-rizières (FELCRA) / ancienne  3) replantation (RISDA) / ancienne	1) Péninsule (Côte Ouest, Johore) / ancienne  2) Sabah / récente (rachat de plantations)	Sabah / récente
<b>SYTÈME DE CULTURE</b>  / DIVERSIFICATION	1) association sous cocotiers  2) culture pure pionnière  1) 2) diversifiées (agriculture et hors agriculture possible)	1) monoculture pionnière  2) 3) monoculture 20 cycle  1) 2) 3) spécialisées par projets	1) association sous cocotiers  2) cacaoculture pure  1) 2) diversifiées (palmiers 60% bévés 30% cacaoyers 10%) (diversification hors agriculture)	monoculture pionnière  plantations spécialisées cacao 100% (diversification possible hors agriculture)
<b>SUPERFICIE MOYENNE</b>	1) < 5 ha  2) 5 à 10 ha	3 ha culture d'exportation, 0,5 ha "jardin"	> 40 ha (plusieurs centaines d'ha)	variable de quelques dizaines à quelques centaines d'ha
<b>EVALUATION DE LA PRESENCE DE L'ETAT</b>	++	+++	+	0

## Bibliographie

- Andaya L.Y., Watson-Andaya B., 1987. *A history of Malaysia*. London. Macmillan Asian Histories Series. 350 p.
- Babut J.P., Gouyon A., 1986. *Une agriculture de plantation en Malaisie : la région de Segamat*. INA.Paris-Grignon, Chaire de développement agricole. Mémoire de DAA, 145 p.
- Barlow C., 1978. *The natural rubber industry. Its development, technology and economy in Malaysia*. Kuala Lumpur. Oxford University Press. 500 p.
- Blanadet R., 1979. *Les fronts pionniers en Asie du Sud-Est*. Thèse pour le Doctorat d'Etat. Université de Paris-Sorbonne. 680 p.
- Chelliah, S.J., 1984. « History of wages and wage negotiations in the plantation industry ». *The Planter*. Kuala Lumpur. vol. 60 n° 70. jul. 84 : 299-306.
- Colin J.P., 1990. *La mutation d'une économie de plantation en Basse Côte d'Ivoire*. Paris, ORSTOM, 284 p.
- Courtenay P.P., 1988. « Rural development and the fifth malaysian plan ». *Journal of Rural Studies*. vol. 4 n° 3 : 249-261.
- De Koninck R., 1986a. « La paysannerie comme fer de lance territorial de l'Etat : le cas de la Malaysia ». *Cah. Sci. Hum.* 22 (3-4) 1986 : 355-370.
- De Koninck 1986b. « Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'Etat tutélaire ». *Archipel* n°31 : 131-153.
- De Koninck R., 1990. « Maîtrise de l'espace ou maîtrise des paysans ? Les enjeux du périmètre d'irrigation MUDA en Malaysia ». Communication présentée dans le cadre du colloque "Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ?" de la SFER. Paris, juin 1990. 27 p.
- Dupraz P., 1989. *Etude économique des comportements des petits planteurs de cacao sous cocotiers en Malaisie Péninsulaire à partir de l'hypothèse du cycle de vie*. CIRAD-DSA. ENSAM. Mémoire de DAA. 82 p.
- Etienne G., 1987. « La Révolution Verte en Asie : essai de bilan et perspectives ». *Revue Tiers Monde* t XVIII n° 12 oct.-déc. 1987 : 909-918.

- FAMA, 1989. *Malaysian cocoa outlook, may 89*. Market Intelligence Division. Federal Agricultural Marketing Authority. Ministry of Agriculture. Kuala Lumpur. 37 p.
- Fong Chan Onn, 1989. « Malaysia : in pursuit of Newly Industrializing Economy Status ». *Asian Development Review*, vol. 7 n° 2, 1989 : 68-87.
- Government of Malaysia, 1989. *Mid-term review of the fifth plan*. Kuala Lumpur. 400 p.
- Hadj Yusuf Mohammad., 1986. « Occupationnal structure of chinese and indian groups in Malaysia. A test of the middlemen minority theory ». *Jurnal Antropologi dan sosiologi*, 10 p.
- Jackson J.C., 1968. *Planters and speculators. Chinese and european agricultural enterprise in Malaya, 1786-1921*. Kuala Lumpur. University of Malaya Press. 312 p.
- Jackson J.C., Rudner M., (ed), 1979. *Issues in Malaysian Development*. Singapore. Asian Studies Association of Australia. Southeast Asia Publications Series. Heinemann, 418 p.
- Jarrige F., 1989. *Le secteur cacao en Malaisie : première approche de la diversité des structures de production et de commercialisation. Dimensions historique, socio-économique et politique*. Montpellier, CIRAD-DSA, 51 p.
- Jarrige F., Ruf F., 1990. « Comprendre la crise du cacao ». *Café, cacao, thé*. XIV (23) : 213-223.
- Jenkins G.P., Lai A., 1989. *Trade, exchange rate and agricultural policies in Malaysia*. Washington. World Bank Comparative Studies. The political economy of agricultural pricing policy. 360 p.
- Jesudason J.V., 1989. *Ethnicity and the Economy. The State, Chinese Business, and Multinationals in Malaysia*. Singapore. Oxford University Press. 218 p.
- Leplaideur A., 1985. *Les paysans du Centre et du Sud Cameroun*. Montpellier, CIRAD-IRAT-MESRU. 615 p.
- Lim Teck Ghee, 1977. *Peasants and their agricultural economy in Malaya, 1874-1941*. Kuala Lumpur. Oxford University Press. 291 p.

- Massard, J., 1987. « Développement rural et société. Les colons FELDA en Malaisie ». In *Le développement rural. Comprendre pour agir*. Colloques et séminaires. Dynamique des systèmes agraires. ORSTOM, Bondy : 191-207.
- Moll H.A.S., 1987. *The economics of oil palm*. Wageningen, PUDDOC.
- Morisson, M., 1989. *Etude des stratégies des petits planteurs de cacao en Malaisie Péninsulaire*. CIRAD-DSA. CNEARC. Mémoire de DIAT. 103 p.
- Nasaruddin Arshad, Zulkifly Hj Mustapha, 1986. « National Agricultural Policy in relation to agricultural development in Malaysia : some observations ». *Jurnal antropologi dan sosiologi*, jilid 14, 1986 : 79-92.
- Rudner M., 1979. *Agricultural policy and peasant social transformation in late colonial Malaya*. Jackson & Rudner (ed), 1979 : 7-61.
- Ruf F. 1987. « Eléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. De la forêt, rente différentielle, au cacaoyer, capital travail ». *L'agronomie tropicale*, 42 (3) : 218-252.
- Ruf F., 1988. *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne*. Thèse de Doctorat en géographie, Paris-Nanterre, 6 tomes. 950 p.
- Shamsul A.B., 1986. *From British to Bumiputera Rule. Local politics and rural development in Peninsular Malaysia. Singapore*. Institute of Southeast Asian Studies. 282 p.
- Shamsul Bahrin, Lee Boon Thong, 1988. *FELDA, 3 decades of evolution*. Kuala Lumpur, FELDA. 246 p.
- Wong D., 1987. *Peasants in the making Malaysia's Green Revolution*. Singapore. Institute of Southeast Asian Studies. 238 p.